ASPECTS DE LA FRONTIÈRE AMAZONIENNE

Philippe LÊNA

Géographe ORSTOM. Musée Paraense Emilio Goeldi, C.P. 399 — 66000 Belém — Pará

RÉSUMÉ

L'expansion de la frontière agricole en Amazonie est un phénomène régionalement diversifié, évolutif et contradictoire. Les modèles abstraits et globalisants d'interprétation ne peuvent rendre compte de cette diversité. Une ancienne zone de colonisation en milieu forestier non amazonien, aujourd'hui frappée par l'exode rural, est prise comme point de repère afin de mieux évaluer les continuités, les ruptures et les différences dans le processus d'expansion de la frontière. A la suite, trois situations amazoniennes actuelles, sont abordées: une zone de colonisation publique en Rondônia, la colonisation privée dans le Mato Grosso et enfin l'occupation non encadrée du nord du Goiás. Face aux discours pessimistes prévoyant la prolétarisation généralisée et aux visions optimistes qui font de l'Amazonie le lieu privilégié pour la reproduction du petit paysan, l'étude comparative permet de relativiser les points de vue. Malgré des conditions difficiles et un cadre contraignant, rien ne semble joué à l'avance, la diversité des situations, les contradictions et les luttes paysannes ouvrent des voies nouvelles, chaque fois plus nombreuses mais extrêmement précaires. La frontière amazonienne peut être décrite comme une région « en crise », où ni les systèmes d'exploitation, ni les rapports sociaux, ni même la propriété n'ont encore réussi à s'intégrer et à fonctionner selon un système reproductible.

MOTS-CLÉS : Amazonie — Frontière agricole — Colonisation — Différenciation économique du paysannat.

RESUMO

ASPECTOS DA FRONTEIRA AMAZÔNICA

A expansão da fronteira agrícola na Amazônia é um fenômeno regionalmente diversificado, evolutivo e contraditório. Os modelos interpretativos abstratos e gerais não podem expressar essa diversidade. Uma antiga área de colonização em zona de mata não amazônica, hoje atingida pelo êxodo rural, é tomada como referência para avaliar as continuidades, as rupturas e as differenças dentro do processo de expansão da fronteira. A seguir, três situações amazônicas atuais são abordadas: uma área de colonização pública, em Rondônia, a colonização particular no Mato Grosso e a ocupação não dirigida do norte de Goiás. Face aos discursos pessimistas que prevêm a proletarização geral e às visões otimistas que vêm na Amazônia o lugar privilegiado para a reprodução do campesinato, o estudo comparativo contribui para tornar relativos os pontos de vista. Não obstante as difíceis condições de produção e de vida, aliadas a fatores gerais limitativos, nada parece definitivo na Região; e diversidade das situações, as contradições e as lutas camponesas abrem novos caminhos, cada vez mais numerosos, apesar de precários. A fronteira amazônica pode ser descrita como uma região « em crise » onde os sistemas de produção, as relações sociais, e mesmo a propriedade, ainda não conseguiram integrar-se e funcionar de acordo com um sistema reprodutível.

PALAVRAS CHAVES : Amazônia — Fronteira agrícola — Colonização — Diferenciação econômica do campesinato.

ABSTRACT

ASPECTS OF AMAZONIAN FRONTIER

The expanding agricultural frontier in Amazonia is a regionally diversified phenomenon that is both evolutional and contradictory. Its complexity hardly can be accounted for by abstract and holistic approaches only. In this article one particular area in a non Amazonian forested setting colonized some time ago but struck nowadays by rural de-

population, is used as a reference to identify consistencies, irregularities and contrasts that arise in the process of frontier development. Within this framework three current Amazonian situations are examined, which are the following: one area of government-sponsored colonization in Rondônia, one private colonization scheme in Mato Grosso, and one unplanned settlement in northern Goiás. Comparative analysis affords a shading of commonly accepted extreme viewpoints on the process, such as some pessimistic forecasts unrestricted proletarianization and others, more optimistic, that defend Amazonia as a blessed environment for the reproduction of the small peasantry. Actually, and despite much hardship and living constraints, nothing seems to be decided beforehand. The various situations, contradictions and peasant struggles indeed are opening up new opportunities which are increasingly numerous at the same time that they become extremely insecure. In this way, the Amazonian frontier could very well be defined as a region "in crisis", where its various subsystems, of land use, social relations and property tenure, have not succeeded yet to interact so as to function in a reproducible manner.

KEY WORDS : Amazonia — Agricultural Frontier — Colonization — Economic differenciation of peasantry.

La notion de « frontière » se confond avec l'histoire du Brésil. C'est la progression continue de l'occupation démographique et économique du territoire, entrecoupée de poses et de bonds en avant, de « cycles économiques », basés sur une activité ou un produit. Un nouveau cycle peut intégrer, dynamiser ou repousser le peuplement relique laissé par le cycle précédent, valorisant des espaces qui jusque-là avaient été laissés de côté, ou bien s'étendre à des régions encore inoccupées ou faiblement peuplées par des populations amérindiennes. Au bilan, le Brésil connaît un taux historique d'augmentation des superficies cultivées de 3,5 % par an (HOMEM DE MELO, 1982) légèrement supérieur à la croissance de sa population. L'occupation agricole est en général précédée par une phase essentiellement extractive (petites exploitations minières, cueillette de produits naturels valorisés par le marché national et international, etc.), elle-même suivie par une agriculture extensive, avec un minimum d'investissements.

Le caractère historique de la « frontière » au Brésil, sa permanence, son importance dans la vie du pays, en font un fait social total, concret mais aussi politique, idéologique et psychologique. Il y a une dimension culturelle de la frontière. Elle est l'expression des caractéristiques et des contradictions de la société nationale dans son ensemble, tout en reflétant également les enjeux économiques internationaux. Cela explique sans doute l'extrême diversité des interprétations de la frontière, tout comme la tentation permanente de la réduire à un schéma explicatif simple qui ne prend en compte que l'un ou l'autre de ses aspects. On peut ainsi choisir d'en faire un espace manipulé par des intérêts transnationaux, la terre d'élection pour les manœuvres du « grand capital » ou bien le lieu de reproduction du paysannat. On peut encore l'aborder par sa spécificité géographique, soit écologique (la forêt tropicale, les *cerrados*...), soit comme espace « périphérique » subissant un taux élevé d'exploitation. En fait, elle est tout cela à la fois et bien davantage. Et comment pourrait-il en être autrement puisque la « frontière » n'est que l'aspect horizontal du processus global de reproduction de la société brésilienne. Elle ne peut qu'être un lieu contradictoire, où les conflits et les lignes de fracture de la société sont souvent rendus plus apparents de par la faible emprise des systèmes de contrôle et des institutions, mais qui joue en même temps le rôle d'une soupape de sûreté (concrète mais surtout idéologique) pour ces mêmes conflits. Il faut donc, comme le souligne VELHO (1985) renoncer aux explications univoques et admettre une fois pour toutes que la « frontière » peut être à la fois une chose et son contraire : simultanément, dans des espaces voisins, ou successivement, dans le même espace.

Par ailleurs, pour comprendre la « frontière » dans toute sa dimension, on ne peut se contenter d'analyser ses aspects socio-économiques et spatiaux; il est indispensable d'inclure ses acteurs et leurs motivations. La « frontière », « c'est aussi, en opposition à la société codée et encadrée, le lieu de la liberté, du hasard (et donc de la chance), le moment d'une possible redistribution des cartes » (LENA, 1985 b). L'espace, les ressources naturelles supposées, les possibilités de promotion sociale, sont perçus de façon irréaliste, magnifiés. Ces fantasmes, désirs et espoirs peuvent être encouragés et manipulés par les pouvoirs publics ou les sociétés privées de colonisation selon leurs intérêts du moment. Ils n'en font pas moins partie du patrimoine de représentations de l'homme brésilien, du grand capitaliste à l'humble *peõe*. Ils traduisent une certaine façon de percevoir, de « sentir », la relation à l'espace national. Chaque migrant qui se dirige vers la frontière, quel que soit son statut, nourrit l'espoir de donner le départ à un processus d'accumulation individuel, ou de le raccourcir, assurant ainsi sa promotion sociale et l'avenir de ses enfants.

Raisonner en termes de trajectoires sociales individuelles permet aussi de mieux comprendre les fréquents changements de catégories socio-professionnelles au cours du processus migratoire.

Chacun tente de tirer partie au mieux de ses aptitudes et des circonstances, au mépris des théories de la reproduction par classes ou catégories. C'est en partie cela qui donne à la frontière son caractère mouvant, instable et inachevé. Mais c'est cela aussi qui la rend fascinante et lui permet de catalyser les espoirs.

Il ne faut pas oublier non plus ce que la frontière représente de souffrance humaine, d'espoirs déçus. Les trajectoires sociales ne sont pas toutes ascendantes, tant s'en faut (cf. BECKER, 1982) mais il y a a toujours (du moins jusqu'à présent) de nouveaux espaces auxquels raccrocher l'espoir. Paradoxalement, l'échec, et les stratégies individuelles qui visent à le contourner, contribuent à l'expansion de la frontière.

C'est la configuration amazonienne et agricole de la « frontière » qui est abordée dans cet article, c'est-à-dire son extension à la forêt dense tropicale humide, avec toute la charge symbolique que cela peut représenter. Subjectivement, la forêt est en effet toujours perçue comme un espace plus « vierge », plus « naturel » que, par exemple, les savanes. Il est vrai que ses écosystèmes sont plus riches et plus diversifiés, mais sous d'autres rapports cette distinction n'est pas justifiée. Pour les populations indigènes, entre autres, le résultat de l'expansion de la frontière est le même, quel que soit le milieu écologique.

Dans le passé, d'autres « frontières » brésiliennes ont connu une répartition des activités agricoles en fonction des différents types de milieux. Ainsi les petits agriculteurs occupaient les forêts et forêts-galeries, réputées fertiles, alors que les éleveurs occupaient les *cerrados* qui ne se prêtaient guère à l'agriculture. Un certain degré de complémentarité était ainsi réalisé. Les éleveurs se substituaient éventuellement aux petits agriculteurs lorsque ceux-ci avaient épuisé la fertilité naturelle des sols. Depuis les années soixante, cette division des tâches a été bouleversée : grâce aux apports en calcaire permettant de réduire l'acidité des sols et aux prix subventionnés du soja qui permettent de financer les amendements, l'agriculture mécanisée et capitalisée a rapidement pénétré dans les *cerrados*, au moment même où la culture des graminées permettait de substituer les pâturages à la forêt. Il y a donc maintenant concurrence pour les espaces forestiers entre l'agriculture (encore essentiellement de subsistance cependant) et l'élevage, lui-même fer de lance de la spéculation foncière.

Nous discuterons dans ce travail les chances de formation et de maintien d'une classe de petits producteurs en Amazonie. Les causes des échecs et les facteurs qui favorisent l'accumulation paysanne, la « fixation de l'homme à la terre » (telle que l'annoncent les programmes officiels) seront analysés à partir d'exemples situés dans quatre régions différentes :

— Une ancienne zone de colonisation du Mato Grosso du Sud, aujourd'hui abandonnée par sa population rurale.

— Une zone de colonisation privée du nord du Mato Grosso.

— La colonisation fédérale en Rondônia.

— La colonisation spontanée dans le nord du Goiás.

La frontière amazonienne

La région Nord du Brésil, c'est-à-dire les États d'Amazonas, Pará, Acre et Rondônia, ainsi que les territoires d'Amapá et Roraima, représente 3 581 180 km² (42 % du territoire national) et 5 880 706 habitants (environ 5 % de la population brésilienne) soit 1,64 hab/km² en 1980. Si elle constitue bien dans son ensemble une région de « frontière » dans la mesure où il s'agit d'espaces en cours d'intégration où les initiatives publiques se multiplient et celles du secteur privé sont facilitées, où des projets grandioses d'exploitation des ressources, sans lien direct avec la société locale, sont implantés (complexe minier de Carajás, barrage hydro-électrique de Tucurui, etc.) seule une partie de son espace est atteint par l'immigration et la colonisation. La plus grande partie de l'État d'Amazonas, le nord du Pará, l'Amapá échappent encore à cette dynamique qui dépend étroitement du programme d'ouverture de routes, dont les principales ont été réalisées au cours des années 1960-1970. Ce projet d'intégration dont les finalités étaient de toute évidence et avant tout géopolitiques (il s'agissait d'assurer la souveraineté nationale et le contrôle de l'État sur une région sous-peuplée et donc potentiellement menacée par des ingérences extérieures) a eu pour effet de modifier radicalement l'organisation de l'espace et la distribution de la population amazonienne.

La société amazonienne traditionnelle, polarisée par l'Amazone et son débouché atlantique (Belém) s'organisait autour des voies d'eau. En 1960, elle représente 2 600 000 habitants, avec un taux d'urbanisation d'environ 30 %. C'est une société riveraine; l'habitat est dispersé ou regroupé en petites communautés étirées le long des cours d'eau, avec çà et là de petites villes. Elle connaît à cette époque à la fois un mouvement de concentration de la population urbaine dans les plus grandes villes et un exode rural significatif qui atteint un nombre important de circonscriptions administratives. En bref, une économie stagnante qui ne s'est jamais remise de la baisse des cours du caoutchouc à partir de 1917.

Elle est encore aujourd'hui basée, d'une part, sur la cueillette de la noix du Brésil et l'extraction du latex (selon un système socialement peu satisfaisant), d'autre part, sur une petite agriculture pratiquée sur les bourrelets de berge inondables. Les petits paysans vendent quelques produits de cueillette, de chasse et de pêche, ainsi que la farine de manioc dont la production familiale n'est guère susceptible d'augmenter alors que les besoins monétaires s'accroissent. Quelques tentatives de colonisation dirigée (Rondônia, Pará...) avaient été faites. Presque toutes avaient échoué.

L'ouverture des routes (Brasília-Belém; Cuiabá-Porto Velho; Cuiabá-Santarém; Estreito-Santarém...) va réorienter une partie de l'espace amazonien vers le centre économique du pays (Sud-Est et Sud) permettant aux dynamiques issues de ces régions de pénétrer les espaces nouvellement ouverts (exploitation minière, élevage, spéculation foncière, colonisation agricole — encadrée et « spontanée » — etc.). Les routes recoupent à la fois des zones jusqu'alors seulement occupées par des populations indigènes aux effectifs extrêmement faibles, et un petit nombre de régions de peuplement traditionnel et leurs cités riveraines, qu'elles viennent sortir de leur léthargie : Altamira, Santarém, Porto Velho, etc.

Si l'on met à part ces quelques villes, récupérées par le nouveau réseau, on peut dire que les nouvelles formes d'occupation constituent une création *ex nihilo*, un système sans aucun lien avec la société traditionnelle ou les genres de vie indigènes, sans aucune assise historique. C'est là un risque d'autant plus grand que les rythmes de mise en valeur sont rapides.

Du point de vue du milieu écologique, il s'agit d'une occupation des *terras firmes*, des interfluves, et non plus des vallées alluvionnaires. On ne disposait jusqu'à présent d'aucune expérience à grande échelle de mise en valeur de ces milieux. Les champs souvent polystratifiés des populations indigènes paraissent difficilement transposables et la région bragantine, densément peuplée, connaît un tel degré d'épuisement de ses sols qu'elle peut difficilement être citée en exemple.

Du point de vue démographique, la population immigrée est originaire de régions fort différentes et ne dispose d'aucun système de reconnaissance et d'évaluation des caractéristiques du milieu. C'est là un fait plus important qu'il n'y paraît au premier abord. Moran (1981) a montré que les 30 % de colons d'origine locale *(cabocles)* intégrés au Projet de Colonisation d'Altamira (Transamazonienne) avaient de meilleures performances que les 30 % de Nordestins et les 40 % de paysans originaires du Centre-Ouest et du Sud.

Par ailleurs, cette population immigrée connaît des taux de croissance très élevés (16 % par an en Rondônia au cours de la période 1970-1980) au point que la population de « terre ferme » est aujourd'hui (1980) plus nombreuse que la population riveraine, si l'on excepte les deux grands pôles régionaux, Belém et Manaus. C'est vrai également pour ce qui concerne la population agricole, et c'est encore plus vrai si l'on intègre au calcul la frange forestière de la région Centre-Ouest qui, avec la région Nord, forme l'Amazonie Légale (1). Mais cette « frontière agricole » connaît également des taux élevés d'urbanisation : la population urbaine de la région Nord passe de 35,9 % en 1970 à 51,7 % en 1980 grâce à un taux de croissance près de deux fois supérieur à celui de la population rurale.

Néanmoins la région Nord est la seule région du Brésil à connaître un taux de croissance absolue de sa population rurale (3,71 % par an) durant la période. Vient ensuite le Nordeste qui, avec un taux de 0,55 %, largement inférieur à sa croissance naturelle (3,4 %) apparaît comme une région d'exode rural relatif. Tout le reste du Brésil rural accuse un déficit absolu de population, y compris le Centre-Ouest pourtant considéré comme zone pionnière. En fait il faudrait distinguer, dans cette dernière région, les zones d'occupation déjà anciennes (principalement le sud et le centre) qui connaissent l'exode rural, et les franges amazoniennes, qui connaissent soit l'exode, soit la croissance de leur population rurale, selon leur situation géographique et leurs activités antérieures.

Le solde migratoire de la région Nord doit représenter environ 850 000 personnes entre 1970-1980. En réalité l'immigration fut bien supérieure, car les régions traditionnelles continuent à stagner, voire à accuser des pertes relatives ou absolues de population, principalement en zone rurale. Si l'on met de côté les grandes villes, ces gains de population sont à mettre presque intégralement à l'actif des nouvelles régions de peuplement. Il serait facile de montrer que ces gains sont faibles à l'échelle du Brésil (Lena, 1985 a) et que la seule ville de São Paulo a sans doute reçu plus d'immigrants que la frontière amazonienne.

Cependant, en dix ans, ce sont environ 100 000 familles de paysans sans terre, de minifundistes et de petits producteurs qui, d'une façon ou d'une autre, ont pu accéder à la terre en Amazonie. Cela peut paraître faible en comparaison du projet d'installation de 100 000 familles de Nordestins en

(1) Soit 5 005 426 km², 59 % du territoire et près de 11 000 000 d'habitants en 1980.

5 ans sur la seule Transamazonienne, comme cela avait été prévu en 1970, et qui n'en a pas fixé 10 000 à ce jour. C'est pourtant bien davantage que dans tout le reste du Brésil, où, il est vrai, les distributions de terre ont été peu significatives face au vaste mouvement d'expulsion.

Par conséquent l'Amazonie apparaît non seulement comme l'espace où se déroule une spéculation foncière effrénée, où la concentration de la terre est en moyenne plus accentuée que dans le reste du pays, mais aussi, et paradoxalement, comme le seul espace offert à la reproduction du petit paysan sans capital. Mais l'erreur serait de ne considérer que lui. L'Amazonie est *aussi* un espace de reproduction simple ou élargi pour d'autres couches sociales. Il y a les paysans du Sud, possédant un petit capital, qui intègrent les projets privés de colonisation; les colons de deuxième ou troisième génération des projets publics qui viennent se substituer aux colons originels et qui sont de plus en plus capitalisés; les espaces réservés par l'INCRA ou les États pour l'installation de petites fermes d'élevage (500 à 3 000 ha) ou de plantations, sans parler des grandes *fazendas* et des entreprises agro-industrielles.

Le mécanisme de substitution des colons, observé historiquement dans les zones de frontière, n'engage guère à l'optimisme quant aux perspectives de croissance de ces petits paysans sans capital. Il n'est cependant pas facile de savoir dans quelle mesure ils ne font que constituer une armée de défricheurs destinés à laisser la place à des producteurs capitalisés. On ne peut de toute façon apporter une réponse globale pour l'Amazonie. Il est en effet maintenant amplement reconnu que le mode d'intervention de l'État et les dynamiques sociales diffèrent suffisamment d'un point à l'autre de cet immense territoire, non seulement pour interdire toute extrapolation simple, mais aussi pour constituer la base d'un processus de régionalisation chaque jour plus accentué (BAUMFELD, 1983; BECKER, 1982 et 1985).

LA PRESSION SUR L'ÉCOSYSTÈME AMAZONIEN

Devant l'immensité de la forêt amazonienne, de nombreux auteurs (KLATZMAN, 1975; GOUROU, 1982, etc.) ont douté que l'on puisse disposer du capital et de la main-d'œuvre suffisants pour en venir à bout dans un avenir proche. Mais c'est raisonner selon une logique capitaliste qui ne nous semble pas s'appliquer intégralement ici. Pourtant la même opinion est également répandue au Brésil, une fois dissipées les craintes légitimes engendrées par la politique de concession d'avantages fiscaux et de crédits subventionnés aux grandes entreprises qui acceptaient d'implanter des fermes d'élevage en Amazonie. Rappelons que le module minimal avait été fixé par la SUDAM (Surintendance pour le Développement de l'Amazonie) à 25 000 ha et que toutes les armes étaient bonnes pour réaliser au plus vite de vastes défrichements, y compris les défoliants (EGLIN et THERY, 1982).

Lorsque la SUDAM eut sérieusement ralenti la concession d'avantages financiers, la rentabilité pour le moins douteuse de telles opérations apparut au grand jour et l'on a tendance à considérer aujourd'hui que le vent de folie est définitivement passé. Il est en effet peu probable que l'on voie s'installer, dans les conditions actuelles, des complexes de production de viande avec entrepôt frigorifique, piste d'aviation, etc., comme ce fut le cas dans le passé. Par contre, si les menaces qui pèsent sur la forêt sont quelque peu différentes, elles n'en sont pas moins graves.

FEARNSIDE (1984) a montré, à partir des photos du satellite Landsat, que si le volume global des défrichements était encore relativement modeste en 1980, l'évolution des courbes depuis 1975 était très proche d'une croissance exponentielle. Un tel rythme amènerait la disparition de la forêt en 1989 pour le Mato Grosso, 1990 pour le Rondônia et 1993 pour l'Acre. De telles courbes ne sont plus guère prises au sérieux, en particulier depuis les critiques faites aux prévisions du Club de Rome il y a une douzaine d'années. On les considère au mieux comme des sirènes d'alarme qui permettent la prise de conscience des tendances dangereuses. Dans le cas de l'Amazonie, il semble en tout cas important de continuer à maintenir l'opinion publique alertée et de ne pas céder à l'optimisme provoqué par l'arrêt (partiel) du soutien officiel à la « politique du bœuf ». Le volume global des défrichements n'a pas, semble-t-il, été influencé par ces changements. Au mois de janvier 1986 d'immenses incendies volontaires de forêt furent détectés par les satellites d'observation dans le sud du Pará (1). Nous croyons cependant que des courbes exponentielles ne seront plus observées à l'avenir pour des raisons qui tiennent tant aux dynamiques internes des exploitations qu'aux incertitudes foncières. Mais le résultat final n'en sera guère modifié, l'échéance sera seulement un peu repoussée dans le temps. L'exemple du Paraná, dont la couverture forestière a été réduite à 5 % en l'espace de 30 ans, est là pour nous le rappeler; d'autant plus que les rythmes actuels de défrichement de certaines régions de l'Amazonie (en particulier le Rondônia et certaines zones du sud du Pará) sont supérieurs à ceux que le Paraná a connus entre 1940 et 1970.

(1) « O Liberal », 04-02-86.

En définitive, le maintien de blocs forestiers importants dépendra de la capacité des pouvoirs publics à faire respecter les réserves indigènes, les parcs nationaux et les forêts de rendement, ainsi que de mesures qui permettraient la valorisation économique de la forêt, à la fois par une législation adéquate et par le développement de la recherche en sylviculture amazonienne. Il ne semble pas, en effet, que l'on doive compter sur l'arrêt de la migration vers l'Amazonie dans un avenir proche.

Il est toujours très difficile de faire des prévisions quant au volume des flux migratoires, dans la mesure où ils dépendent étroitement du cadre économique général. On peut cependant constater que le volume de l'immigration en Rondônia, malgré une relative saturation foncière, n'a cessé de croître : 153 325 personnes en 1984, soit une augmentation de 15 % par rapport à 1983; une légère augmentation a été enregistrée en 1985. Il semble qu'une tendance semblable puisse être observée dans le sud du Pará.

Fonder un espoir sur le manque de main-d'œuvre ou de capitaux reviendrait à négliger la formidable « armée agricole de réserve », qui continue à se constituer au Brésil grâce à la conjonction de plusieurs facteurs : une croissance démographique forte, surtout dans les campagnes; la modernisation de l'agriculture du Sud et du Sud-Est; une structure foncière très inégalitaire et l'utilisation croissante dans l'industrie de techniques économes en main-d'œuvre. Le Projet National de Réforme Agraire prévoyait l'attribution de terres à 7 millions de familles en quinze ans. Cela représenterait l'intégralité de la région Nord (supposée vide pour les besoins de la démonstration) à raison de 50 ha par famille. En fait, durant ces quinze ans, les 7 millions de familles seraient vraisemblablement devenues 10 millions.

Cette « armée » n'a certes pas de capitaux mais constitue une force de travail considérable, elle ne cherche pas le rendement moyen du capital mais simplement à assurer sa subsistance et celle de ses enfants. Elle peut par conséquent ignorer les calculs économiques qui lui présentent la petite agriculture en Amazonie comme une activité non rentable. Du point de vue des défrichements elle peut être aussi efficace que les entreprises capitalistes, il n'est que de comparer les courbes du Rondônia, où l'essentiel des déboisements est l'œuvre de petits paysans, avec celles du Mato Grosso (Fearnside, *op. cit.*), où ils sont réalisés en majorité par de grandes entreprises ou *fazendas*, pour se rendre compte qu'elles ne sont pas sensiblement différentes.

La seule mesure qui aurait permis de relâcher les pressions sur l'Amazonie de façon significative eût été l'application d'une réforme agraire véritable, qui se serait attaquée aux grandes exploitations sous-utilisées des autres régions du Brésil. Mais comme il était à craindre (Lena, 1985 b), le Projet de Réforme finalement adopté est en net recul par rapport au projet initial. Devant la multiplication de milices privées visant la défense des grandes propriétés et l'influence encore forte des latifundiaires à l'échelon politique local et même fédéral, le gouvernement a finalement renoncé à désapproprier massivement. La situation actuelle ressemble fort à ce qui s'était produit il y a vingt ans : la publication du statut de la terre, en 1964, avait nourri de grands espoirs, vite démentis par les faits; la lutte contre le latifundium s'était rapidement transformée en impôt sur les terres non productives (lui-même rarement collecté) et les espoirs des travailleurs sans terre et des minifundistes devaient dorénavant se réorienter vers les projets de colonisation. Le nouveau Projet, lui aussi, compte sur les terres publiques et la colonisation pour faire face à la demande...

Il faut cependant remarquer que cette « armée agricole » potentielle n'est sans doute ni totalement ni immédiatement mobilisable. Ce n'est pas parce qu'un paysan du Sud perd la terre qu'il travaillait et devient manœuvre agricole qu'il va être automatiquement tenté par l'aventure de la frontière. Si c'était le cas, il n'y aurait déjà plus de forêt amazonienne. Si l'Amazonie fascine, elle fait également peur. L'isolement, la violence, les conditions sanitaires et scolaires précaires ne sont pas affrontés de gaieté de cœur. Des facteurs psycho-sociologiques sont ici en jeu. Certains préfèrent développer des stratégies multiformes sur place plutôt qu'émigrer. On ne brise pas ainsi son réseau d'insertion familial et social. L'appréciation de la situation individuelle et l'évaluation des perspectives sont naturellement subjectives. Les mêmes conditions peuvent conduire certains à rester, d'autres à émigrer. Par ailleurs, le candidat à l'émigration peut choisir d'aller vers la grande ville, surtout si, comme c'est probable, il y compte déjà des parents. Le choix de la frontière ne s'impose donc pas comme solution unique. Mais c'est un choix qui peut être envisagé par un nombre croissant de migrants potentiels dans la mesure où l'effet d'entraînement familial et relationnel augmente à mesure que la frontière se peuple. Dans la région de Dourados (MGS) il n'est pratiquement pas un petit paysan qui n'ait un parent ou un ami parti pour le Rondônia ou le Roraima. De plus, la frontière ne s'adresse pas qu'aux agriculteurs; les migrations interurbaines et rurales-urbaines sont maintenant supérieures aux migrations purement rurales en Rondônia. Des mécaniciens, commerçants, professions libérales, employés, se dirigent vers la frontière (Becker, 1985). Certains sont des urbains de longue date (parmi eux, quelques-uns tentent au contraire, et pour la première fois, une aventure rurale).

Le volume et le type de migration vers l'Amazonie est donc appelé à varier en fonction de l'évolution

des différentes régions amazoniennes et des opportunités qui y seront offertes. Mais la pression globale devrait rester très forte.

Les conditions de production en Amazonie : colons et éleveurs

On ne peut qu'être d'accord avec les auteurs qui pensent que les capitaux publics et privés qui ont été investis dans les opérations de colonisation ou de mise en place de fermes d'élevage en Amazonie auraient été mieux utilisés au sud ou au sud-est du pays, déjà développés (Gourou, 1982) (1).

D'accord également avec l'idée selon laquelle il vaudrait mieux faire « petit et intensif » que grand et extensif (*op. cit.*) et qu'il faudrait s'orienter vers « une gestion prudente des revenus du capital naturel » (Thery, 1985). Il faut cependant constater que les dynamiques actuelles ne vont pas dans ce sens (sauf dans quelques situations, importantes pour l'avenir, que nous tenterons de définir); elles correspondent en fait à une rationalité économique puissante qui nous paraît justement caractéristique des zones de « frontières », avec les coûts sociaux et écologiques que cela implique. Les formes d'accumulation que l'on y trouve imposent des conditions draconiennes à la formation d'un paysannat stable. Vouloir instaurer des pratiques correspondant à une rationalité qui n'en est elle-même qu'à ses débuts dans le Sud développé serait mettre la charrue avant les bœufs. L'expansion de la frontière est un processus historique dont il n'est pas facile de briser la logique. On peut sans doute en accélérer le cours, voire emprunter quelques raccourcis grâce à des politiques adéquates, il n'en restera pas moins que l'extension à la « périphérie » des systèmes et des rapports de production du « centre » (qui jouit d'une propriété privée stable, d'un marché consolidé et d'une législation du travail relativement respectée) demande du temps. Ce temps est justement celui de la « frontière ».

L'absence d'intégration et de contrôle institutionnel de ces espaces (avec toutes les caractéristiques que cela implique) les condamne à des formes prédatrices d'accumulation et élimine d'emblée les formes de production plus élaborées.

Examinons rapidement les contraintes qui pèsent sur le petit paysan sans capital, typique des zones pionnières :

De façon générale, la fertilité des sols n'est pas reconduite. Le brûlis permet d'obtenir une ou deux années de bonnes récoltes en incorporant à la terre les éléments minéraux accumulés par la végétation sur une très longue période. Étant donné que, suivant la qualité des sols, il faudrait attendre de 15 à 30 ans pour prétendre obtenir une récolte semblable au même endroit, le paysan doit abandonner la parcelle pour aller défricher plus loin. Dans le meilleur des cas, les bois précieux seront vendus avant brûlis et une partie de la récolte de riz sera commercialisée. Aucun investissement en travail ou en capital n'est réalisé dans le but de prolonger la vie utile de la parcelle. Il s'agit seulement d'extraire une richesse naturelle qui se trouve détruite dans le processus. C'est semble-t-il à cette seule condition que le petit paysan peut se maintenir. Cela pour diverses raisons :

— Le prix d'achat au producteur des produits alimentaires (c'est-à-dire l'essentiel de sa production) est maintenu bas afin de ne pas exercer de pression sur les salaires urbains (2). Sur la frontière, les coûts de transport, les difficultés d'accès, la multiplication des intermédiaires et la position défavorable du paysan dans la négociation des prix contribuent à les faire baisser davantage encore.

— Pour survivre entre les récoltes, le paysan sera contraint de vendre sa production à ces intermédiaires qui viennent chercher le produit chez lui (contrairement aux acheteurs du gouvernement dont les installations sont de toute façon insuffisantes) et lui consentent des prêts à des taux usuraires. Le paysan peut engager d'avance partie ou totalité de sa récolte. L'intermédiaire obtient un bénéfice important en jouant sur l'inflation et le stockage. La preuve en est qu'à la suite du blocage des prix du 27 février 1986, l'importante récolte de riz du sud du Pará ne trouva plus d'acheteurs car les intermédiaires se refusèrent à honorer leurs contrats en l'absence de perspective inflationniste et sans possibilité de modifier leurs prix.

— S'il ne possède pas sa terre, le petit paysan doit céder une partie de sa récolte au propriétaire. Cette ponction supplémentaire le maintient à un niveau d'accumulation nul. Au sud, on peut rencontrer des paysans sans terre qui paient une rente et accumulent, en zone de frontière c'est exceptionnel.

— Tout, sur la frontière est beaucoup plus cher qu'au « centre ». Ceci tient pour une part aux coûts de transport et aux difficultés d'accès, mais traduit également la monopolisation du commerce local.

(1) Mais, en l'absence de réforme agraire, ces capitaux auraient-ils pu répondre aux besoins des catégories sociales qui ont émigré vers l'Amazonie ?

(2) Les déficits en produits alimentaires de base, les nombreux intermédiaires et les pertes de récolte tendent à tenir cette politique en échec sans pour autant favoriser le paysan.

— Avec un niveau d'accumulation nul, ou faible et irrégulier, le paysan peut être déstabilisé par le moindre aléa climatique, écologique (pestes) ou de santé. Les dettes alors contractées peuvent le conduire à vendre son droit à la terre. D'autre part il ne parvient jamais à obtenir le capital qui lui serait nécessaire pour augmenter ses revenus. Cet investissement ne serait d'ailleurs pas forcément rentable étant données les conditions de prix et de marché. Ainsi le crédit, associé au titre définitif de propriété, s'est-il souvent révélé une arme à deux tranchants; le paysan, incapable de rembourser, se voit dans l'obligation de vendre sa terre.

Il est inutile de dire que ces conditions difficiles empêchent également toute accumulation culturelle et technique.

Le paysan ne peut ni se passer de la bonne récolte de la première année, qui, en fait, lui permet seulement de se maintenir, ni investir. Sa rationalité économique est exclusivement basée sur le maximum de production, que permet la destruction du capital naturel. C'est le niveau au-dessous duquel il ne peut se permettre de descendre.

La situation est présentée volontairement de façon schématique afin de pouvoir faire ressortir les voies qui s'ouvrent à l'accumulation. C'est cependant une situation partagée par de nombreux paysans sur la frontière.

Si le paysan n'est pas en situation d'accumuler, par contre les circuits commerciaux paraissent réaliser une importante accumulation, d'autant plus grande que la région est inaccessible.

Les latifundiaires connaissent les mêmes contraintes que les petits paysans. Eux aussi entament le capital naturel, commercialisent le bois et profitent de la fertilité « gratuite ». Mais ils misent également sur d'autres atouts. Le changement d'échelle, et l'emploi de main-d'œuvre qui en est la condition, permettent l'accumulation. En échange de l'autorisation de cultiver la terre du propriétaire, le paysan cède une partie de sa récolte et s'engage à planter un pâturage avant d'abandonner la parcelle. Ainsi le latifundiaire perçoit-il à la fois une rente en produit et du travail gratuit. Mais pour ce faire, il lui est indispensable de contrôler à la fois la terre et le travail. C'est la logique latifundiaire. Étant donné que la logique paysanne vise à éviter le paiement de la rente, qu'elle soit en produit ou en travail, on retrouve là les racines de l'éternel conflit. A la différence que sur la frontière il n'est pas amenuisé par des lois et des contrôles institutionnels, et a par conséquent gardé tout son potentiel de violence.

Il est dans la logique latifundiaire de provoquer la raréfaction artificielle de la terre par de vastes immobilisations foncières obtenues grâce au faible prix de la terre ou par le recours à des pratiques illégales. Le paysan se voit ainsi contraint d'accepter des rapports de production qui lui sont défavorables. En zone de frontière, il ne peut s'agir que d'une relation instable, toujours à recommencer ou à maintenir par la coercition, dans la mesure où il existe des espaces vides qui peuvent amener le paysan à émigrer. Velho (1981) a montré que lorsque la propriété de la terre n'est pas clairement définie, comme c'était le cas pour les activités extractives (caoutchouc, noix du Brésil) la captation de la valeur ne peut se faire qu'au travers des rapports de force. Dans le cas de la frontière, il s'agira plutôt d'un contrôle, parfois violent, de l'espace. D'une part pour extraire les revenus du capital naturel, d'autre part pour éviter les hémorragies de main-d'œuvre. En fait l'intérêt du latifundiaire n'est pas forcément l'expulsion pure et simple du « *posseiro* » (à moins que ce dernier ne soit en mesure de faire valoir un droit sur la terre) mais bien plutôt le contrôle de la force de travail et la captation d'une rente (travail et/ou produit).

Certains auteurs, transposant la situation qui est apparue récemment au sud du Brésil, craignent un vaste mouvement de prolétarisation sur la frontière. Globalement cela paraît peu probable, du moins dans un avenir proche. L'instauration de véritables relations salariales généralisées aurait pour effet de faire baisser les taux d'accumulation. Par contre une stratégie d'utilisation de main-d'œuvre temporaire destinée à éviter le recours aux paysans sous contrat, qui cherchent de plus en plus souvent à rester sur la propriété, peut déjà être repérée dans certaines régions (nord du Goiás, sud du Pará...).

Il faut mentionner une troisième forme d'accumulation, qui vaut pour les éleveurs comme pour les petits cultivateurs : la valorisation rapide de la terre en zone de frontière. Mais pour en profiter il faut pouvoir assurer le droit sur la terre et, dans cette lutte, les petits paysans ne sont pas les mieux armés.

Cependant, et c'est là un fait nouveau, les succès des petits *posseiros* dans leurs luttes pour la terre tendent à augmenter en nombre. Plus conscients et mieux organisés, ils arrivent de plus en plus souvent à faire valoir leurs droits. Les éleveurs des régions où la pression foncière est forte voient leurs biens constamment menacés d'invasion et sont contraints de dépenser des sommes importantes dans l'entretien de milices privées. Wood (1983) cite le cas d'éleveurs de la région de Conceição do Araguaia qui encouragent l'installation de colons, munis de lots suffisamment grands, tout autour de leurs propriétés afin de se protéger des invasions. La stabilité de la propriété est recherchée, signe que la frontière entre dans une autre phase.

En Rondônia, Becker (1985) note que la pression

populaire, légitimée *a posteriori* par l'État a permis une distribution des terres significatives. IANNI (1983) évoquait « la réforme agraire spontanée » en cours dans certaines régions de la frontière. Ailleurs cependant, les conflits sont plus violents que jamais (sud du Pará) et les expulsions de paysans continuent. Cela montre la grande diversité des configurations spatiales-historiques rencontrées actuellement en Amazonie. Mais le problème est de savoir si, au-delà des éventuels succès passagers, le processus tend vers la fixation et la croissance de couches paysannes chaque fois plus nombreuses ou si au contraire les petits cultivateurs remplissent en quelque sorte une fonction de défricheurs et sont destinés à laisser la place à d'autres activités. FOWERAKER (1982) considère le phénomène de frontière comme un processus d'accumulation primitive dans lequel la séparation des producteurs des moyens de production se déroulerait dans le temps, entraînant la reproduction des fronts pionniers dans l'espace, et coïnciderait exactement avec le phénomène que l'on appelle « l'expansion de la frontière ». Les nombreuses migrations des colons interrogés (trois, parfois cinq tentatives de fixation à la terre) tendent à confirmer ce schéma d'expulsion et de grande mobilité qui, comme le souligne MORAN (1980), ne favorise pas l'accumulation. Qu'une petite proportion de colons parvienne à se fixer et à prospérer ne changerait pas grand chose au schéma général. Pour nuancer sérieusement le modèle il faudrait qu'un vaste mouvement se dessine dans le sens de l'émergence d'une petite paysannerie stable aux revenus raisonnables. Après quinze ans de colonisation nous pensons que l'on peut en rechercher les prémices ou du moins les conditions de formation.

Constatons tout d'abord que si le conflit éleveurs/*posseiros* est presque général dans les zones de frontières, les projets de colonisation, eux, en sont exempts. La lutte pour l'appropriation de la terre s'y déroule sur un mode plus policé : les lots sont vendus et leur valeur ne traduit pas seulement les bénéfices qui seront obtenus par la destruction du capital naturel, mais aussi la stabilité du titre de propriété et la valeur du travail incorporé (pâturage, plantation de cacao, etc.). L'expulsion prend ici la forme de la substitution des premiers colons par des immigrants plus capitalisés, par le biais d'une transaction monétaire. Le résultat final n'est-il pas le même ? Les premiers colons n'ont-ils pas contribué à insérer la terre dans le circuit marchand et à faire monter son prix, obligeant ainsi eux-mêmes et leurs semblables à trouver toujours plus loin un espace pour leur reproduction ? Leur remplacement est-il inéluctable ? Leurs successeurs seront-ils capables de développer une logique de la production et non plus de la prédation ? Quand s'arrêtera ce processus de reproduction des fronts pionniers dans l'espace ?

A cette dernière question l'on peut tenter d'apporter quelques éléments de réponse. Théoriquement la frontière ne devrait pas avoir besoin d'épuiser jusqu'à la dernière parcelle de forêt pour passer à un autre stade. Il suffirait que la valeur de la terre soit stabilisée (afin d'éviter tout gain spéculatif important) et à un niveau suffisamment élevé pour que la simple destruction du capital naturel représente un avantage négligeable (voire un inconvénient) face à l'obligation de rentabilité à long terme qu'impliquerait l'importance de l'investissement. Il faudrait cependant que le contrôle de l'espace accompagne le mouvement, sinon les candidats à l'extraction des bénéfices du capital naturel ne manqueront pas d'envahir tout bloc forestier, même approprié, comme c'est le cas aujourd'hui (les terres indigènes, et les parcs nationaux étant bien entendu les premiers menacés).

En définitive, la transformation de l'économie de frontière et son dépassement dépendront de la capacité de la société à intégrer ses exclus et à accélérer la succession des différentes phases pionnières.

Le rôle des pouvoirs publics est donc de première importance et l'on doit se demander quel rôle remplit la frontière vis-à-vis de l'État national. Outre les arguments classiques : souveraineté nationale, soulagement des tensions sociales, etc., il semble bien que la frontière soit le lieu d'une accumulation significative et d'un transfert de valeur vers le sud (FOWERAKER, *op. cit.*). Néanmoins c'est sur un autre aspect que nous voudrions insister. Il semble que l'expansion de la frontière soit, dans l'état actuel des choses, le moyen d'éviter une rupture de l'approvisionnement alimentaire de base. En tenant compte de l'augmentation des revenus, de la croissance de la population et du rythme d'augmentation des rendements, HOMEM DE MELO (1982) a calculé les besoins annuels de croissance de la superficie cultivée pour différents produits alimentaires de base : 4 % pour le riz, 5,5 % pour le haricot, le manioc et le maïs. Cela représente, pour la période 1977-85 respectivement 36,9 % et 53,5 %. Le taux de croissance de la superficie cultivée brésilienne devrait donc être de 4,4 % par an alors que le taux historique observé est de 3,5 %.

Or il y a réduction de la superficie cultivée pour ces produits dans les régions du Sud et du Sud-Est (substitution par la canne à sucre et le soja). En l'absence d'une réforme agraire, les zones de frontière seraient donc appelées à contribuer de façon significative à l'approvisionnement. Et à un coût relativement faible, vu le bas prix de la terre et l'absence de capitalisation des producteurs. Cependant, outre le fait que ces avantages sont en partie absorbés

par les intermédiaires, les chiffres ci-dessus et les mauvaises conditions de production laissent planer un doute sur la capacité de la frontière à remplir ce rôle. Le prix des aliments risque donc de continuer à exercer une pression inflationniste et une réforme agraire serait sans doute le vrai remède.

Quelle place est laissée à la formation d'un paysannat en Amazonie au sein de cet immense champ de forces contradictoires ? Ce sont peut-être justement les contradictions, les disparités régionales, les différents stades juxtaposés, qui lui laissent quelque chance. Sera considéré comme paysan stabilisé celui qui échappe à la « zone de fragilité », qui accumule et réinvestit dans la production. Pour savoir comment certains parviennent à ce stade, les mécanismes de différenciation interne du paysannat seront abordés dans différentes régions.

Une ancienne frontière du Mato Grosso du Sud : la région de Dourados

La région de Dourados peut paraître bien éloignée de l'Amazonie, tant du point de vue géographique que des problèmes qu'elle doit affronter. Mais c'est justement cela qui fait son intérêt, dans la mesure où elle permet de mettre en lumière les traits qui sont communs aux régions de frontière, au-delà des différences apparentes. Par ailleurs, la colonisation par les petits producteurs s'y est également développée dans les zones forestières, et elle contribue actuellement à la dynamique de la frontière amazonienne par l'exode de ses pionniers de naguère.

La « Grande Dourados » représente 20 municipalités et comprend la totalité du sud du Mato Grosso du Sud. La forêt est localisée principalement au sud et à l'est. De grandes taches de *cerrados* (dont certains, dénués de toute végétation arborée, sont appelés *campos limpos*) et quelques taches de forêt de petite dimension (municipalité d'Aral Moreira notamment) se partagent le reste de la région.

Les sols sont très variés mais il existe une opposition nette entre ceux qui ont évolué à partir d'un substrat basaltique (argileux) et ceux qui se sont développés à partir du granit (argilo-sableux). On trouve de petites taches de *terra roxa* autour de Dourados et dans le sud. Les latosols rouge foncé se trouvent principalement dans les zones de *campos* et *cerrados*, ils sont moyennement fertiles mais surtout acides et ont par conséquent besoin d'être amendés. Les sols mixtes, sableux, sont très sensibles à l'érosion et moins fertiles. Si les zones de forêt concentrent la plupart des *terra roxa*, elles reposent également en grande partie sur les sols sableux.

Depuis la fin du XIXe siècle des éleveurs *gaúchos* ont colonisé les *campos* et *cerrados* sur lesquels ils pratiquent un élevage très extensif. A partir de 1969, des agriculteurs mécanisés leur ont acheté la terre, qu'ils obtiennent à un prix beaucoup plus avantageux que dans leur région d'origine, et cultivent blé et soja. Mais sans appui technique et infrastructure suffisante pour le type d'agriculture plus technifié qui est le leur, beaucoup vont échouer (PEBAYLE et KOECHLIN, 1978).

Par ailleurs, dès 1940, des programmes de colonisation municipaux (Itaporã), fédéraux (colonie fédérale de Dourados qui s'étend sur cinq municipalités) puis privés (Bataiporã) vont permettre à de petits agriculteurs d'accéder à la terre. A Itaporã et Dourados il s'agit de lots de 30 ha de forêt où des colons en majorité d'origine nordestine cultivent le riz, le maïs, le haricot, le manioc et le café. La principale source de revenus devait être le café mais les gelées des années cinquante ont découragé beaucoup de producteurs qui commencent alors à cultiver le coton et l'arachide. L'épuisement des sols, travaillés sans engrais, l'érosion (sols sableux) et le bas niveau technique ont conduit de plus en plus de petits producteurs à entrer dans un processus de fragilisation et de surexploitation du travail familial tel que, dès les années soixante, nombreux sont ceux qui partent vers le nord (centre du Mato Grosso ou pré-Amazonie). Actuellement l'INCRA implante deux projets de colonisation dans le sud (Sete Quedas et Mundo Novo) dans des conditions tout à fait semblables.

La colonisation privée s'adresse à une couche d'agriculteurs un peu plus favorisés du fait qu'il est nécessaire de payer le prix de la terre. Il s'agit, dans les années cinquante, de petits caféiculteurs originaires de São Paulo chassés par l'épuisement des sols. Étant donné que leur café va souffrir des mêmes problèmes, ils vont également adopter le coton, l'arachide et le ricin.

A la même époque, des caféiculteurs de São Paulo, et, plus tard, du Paraná, où leurs plantations de café connaissent de graves baisses de rendement dues à l'épuisement des sols, sont attirés par le bas prix de la terre et créent des plantations. Atteint par les gelées et l'évolution des prix, le café va être progressivement abandonné et remplacé par des pâturages. Ces grandes plantations de café de l'Est vont ainsi céder la place à de grandes fermes d'élevage, en général par substitution de propriétaires *(op. cit.)*. De grands éleveurs vont donc s'installer dans les zones forestières, en provenance de São Paulo, du Paraná ou du Rio Grande do Sul. La main-d'œuvre qui travaillait dans les plantations de café se retrouve au chômage.

Les transformations les plus profondes vont avoir lieu durant les années soixante-dix et sont exprimées par les données démographiques : la population, qui avait augmenté de 120,4 % de 1960 à 1970, n'augmente plus que de 35,78 % (supérieurs à la moyenne brésilienne mais inférieurs à la moyenne

de l'État). La population urbaine croît de 177,6 % alors que la zone rurale perd 20 % de sa population. Quatorze municipalités accusent une perte absolue de population rurale (certaines perdent 50 % et plus) deux autres ont une perte relative (croissance inférieure à la moyenne brésilienne); quatre voient leur population rurale s'accroître, ce sont les municipalités qui accueillent des projets de colonisation publics ou privés destinés à de petits agriculteurs.

Les régions les plus atteintes sont celles qui abritent les anciens projets de colonisation. Mais cette évolution démographique recouvre en réalité des situations très différentes liées, en particulier, aux aptitudes agronomiques des sols.

Déjà, dans les zones de *campos* et *cerrados*, et après les premiers échecs, les agriculteurs du Sud vont rechercher les meilleures terres, contribuant à les valoriser. Bon nombre d'éleveurs vont alors refuser de vendre leurs terres et trouver plus d'avantages à la louer selon des contrats qui impliquent la plantation d'un pâturage après culture. L'éleveur peut ainsi augmenter sa capacité de charge grâce à l'apport en calcaire, à l'azote fixée par le soja et aux graminées sélectionnées.

Dans les anciennes zones de forêt (aujourd'hui totalement défrichées) correspondant aux projets de colonisation des années quarante, la situation est plus complexe. A partir de systèmes de production relativement homogènes il y a quinze ans, la région a évolué dans le sens de la diversification. Le premier changement a suivi la substitution du café par le coton et l'arachide. Le café était associé aux *agregados*, familles qui habitaient sur le lot du propriétaire, cultivaient le riz, le maïs et le haricot et plantaient le café pour ce dernier. Ils pouvaient continuer les cultures alimentaires entre les rangs de caféiers durant plusieurs années et faisaient également la récolte du café. Les revenus moindres du coton et de l'arachide, l'impossibilité de cultiver entre les rangs, ont contribué à éliminer cette forme de travail qui a été remplacée par l'utilisation saisonnière d'une main-d'œuvre résidant en ville.

Mais le grand changement fut causé par l'apparition du soja. Les *terras roxas* de forêt ont acquis très rapidement une grande valeur monétaire. Les rendements du soja y sont à peu près deux fois plus élevés que sur les terres de *campos* et *cerrado*. Les coûts de production sont inférieurs, car il n'est pas indispensable d'effectuer des apports en calcaire. En outre, la plus grande capacité de rétention en eau des sols permet la culture d'hiver du blé et par conséquent des revenus supérieurs. Dans les zones de *campo* et *cerrado*, les agriculteurs ont en général abandonné la culture du blé car les résultats sont trop aléatoires.

La hausse du prix de la terre a été telle qu'aujourd'hui même les *gaúchos* ne peuvent acheter et sont contraints à louer la terre. L'irrégularité des contrats les amène bien souvent à habiter en ville. Dans un premier temps, cette hausse a entraîné le départ de nombreux petits propriétaires qui, dépourvus de capital, ne pouvaient ni acheter des machines ni agrandir leur exploitation. Ceux-là sont partis acheter une terre plus grande dans le nord du Mato Grosso. D'autres, par contre, ont réussi le passage au nouveau système de production, soit en achetant des machines grâce à des prêts bancaires (parmi eux, beaucoup se sont endettés et ont dû vendre leur terre) soit en louant des machines. Ceux de la première catégorie ont cherché à rentabiliser au maximum leurs machines en louant des terres appartenant à d'autres propriétaires et sont ainsi entrés en compétition avec les agriculteurs du sud. Les lots étant petits, le soja a été substitué à toutes les autres cultures chez ceux qui ont adopté le nouveau système de production. Par contre, certains cultivateurs n'ont pas voulu s'endetter auprès des banques et continuent à pratiquer une petite agriculture de subsistance tout en louant quelques hectares à des producteurs de soja pour obtenir des revenus monétaires. C'est notamment le cas de ceux qui se trouvent sur les taches plus argileuses des terres argilo-sableuses.

La situation est très différente à l'est de Dourados, où les terres sableuses prédominent. Si sur les *terras roxas* les systèmes traditionnels avaient pu se maintenir tant bien que mal jusqu'à l'arrivée du soja qui a entraîné l'exode rural et la concentration foncière, il n'en a pas été de même sur les sols moins favorisés. L'érosion et l'épuisement des sols, l'absence d'accumulation, le faible niveau technique, la croissance de la famille, avaient entraîné le départ de nombreux paysans dès les années soixante. Certains lots ont été subdivisés à la faveur d'héritages ou de besoins immédiats de liquidités. D'autres, par contre, ont été réunis entre les mains d'un même propriétaire. La concentration foncière est presque aussi grande que dans les « terres à soja » mais c'est ici l'élevage, laitier essentiellement, qui en est la cause. Étant donné que le capital que le paysan peut obtenir par la réalisation de la valeur de son foncier est plus faible que lorsqu'il s'agit des *terras roxas*, ceux qui sont partis ont plutôt recherché les projets de colonisation du Rondônia où la terre est quasi gratuite.

Les parcelles qui offrent un accès à l'eau ont été envahies par les pâturages. Sur les autres, le système traditionnel (incluant quelques plantations de café relique) se maintient encore (coton - haricot sur les meilleures terres, ricin - maïs et quelques pâturages sur les moins bonnes). La location de terres, peu rentable, n'est pas fréquente. La mécanisation est surtout représentée par la traction animale. Les revenus sont faibles, mais en échange la produc-

tion est plus diversifiée. Si, dans certaines zones, l'élevage s'est presque totalement substitué à la petite agriculture (ce qui se traduit par un arrêt de l'exode rural vers 1980) dans d'autres zones, là où la polyculture subsiste, il existe encore un potentiel d'exode rural important que les programmes d'assistance aux petits producteurs tentent d'endiguer (lutte anti-érosive, pisciculture, petits pois, ovins et caprins, etc.). Étant donnée l'exiguïté des lots, les seules activités rentables sont celles qui présentent une valeur commerciale élevée par unité. Pour le développement de telles activités, paradoxalement, la main-d'œuvre peut venir à manquer. L'exode rural a entraîné la fermeture d'écoles et le mauvais entretien des routes. Certains colons un peu excentrés ont l'impression d'en être revenus à la situation des débuts de la colonisation.

Les nouveaux projets INCRA de l'extrême sud paraissent s'engager sur la même voie : déjà des départs vers le nord et l'Amazonie, substitution des colons et extension des pâturages.

L'exemple de la région de Dourados est intéressant à plus d'un titre. Il s'agit d'un cas d'exode rural et de transformation/substitution de projets de colonisation pour lequel on ne peut incriminer le caractère non intégré de la région, l'absence de routes et la multiplication d'intermédiaires captant une partie de la valeur. Au contraire la région est bien desservie par les routes, l'infrastructure bancaire, scolaire et commerciale est satisfaisante et il existe même un réseau de petites coopératives. Pourtant le résultat est le même que dans les projets amazoniens.

L'exode rural est dû ici à la conjonction de plusieurs facteurs :

— Une situation économique stagnante; de faibles possibilités d'accumulation; l'impossibilité d'assurer l'avenir de la famille sur des lots trop petits; la baisse des rendements sur les sols pauvres, la stagnation sur les autres. Ces quelques facteurs ont suffi à donner le départ à l'exode rural.

— L'arrivée d'une nouvelle culture, très avantageuse, mais qui réclame un niveau technique auquel les petits paysans ne peuvent accéder. Cela entraîne la valorisation rapide des bonnes terres et un exode accéléré. Sur les moins bonnes terres, l'élevage va jouer ce rôle, selon un rythme plus lent.

— Des stratégies de reproduction familiales. En effet de nombreux paysans disent que leurs enfants les poussent à vendre et à émigrer vers le nord. Dans le cas contraire ces derniers seraient obligés de devenir manœuvres temporaires ou de se placer sur le marché urbain du travail en position peu avantageuse.

Le moteur de la migration est donc en définitive la valorisation de la terre, lorsque celle-ci représente un décalage trop important vis-à-vis des revenus que la famille peut espérer tirer de la propriété. Cela est valable en termes relatifs, c'est l'écart qui compte, et non la valeur réelle, étant donné qu'il y a encore de la terre disponible au nord à tous les prix, y compris gratuite.

Les facteurs structurels aggravants sont l'impossibilité d'augmenter rapidement et significativement les revenus paysans sans modification de la structure foncière et la faible offre d'emplois urbains locaux susceptibles d'absorber la croissance démographique des familles paysannes. Mais ces emplois seraient-ils de toute façon suffisamment attrayants pour détourner les émigrants potentiels d'une stratégie familiale patrimoniale basée sur le foncier ? On peut en douter dans la mesure où ce patrimoine est, de plus, susceptible d'acquérir rapidement une grande valeur sans le moindre effort.

L'évolution des projets de colonisation fédéraux du Rondônia

Le Rondônia est la région d'Amazonie dont l'occupation est à la fois la plus rapide et la plus dense. Les zones touchées par l'immigration passent en quinze ans de moins de 1 à plus de 10 hab./km². L'INCRA a pu accomplir ici, tant bien que mal, un véritable travail de réforme agraire par le biais de la colonisation. Le statut de Territoire Fédéral (jusqu'en 1982) ainsi que la juridiction sur la bande frontalière (150 km) et les 100 km de part et d'autre de la route fédérale, ont donné à l'INCRA la maîtrise foncière indispensable pour faire face aux prétentions des anciens propriétaires ou détenteurs de droits d'usage. Il est par ailleurs indéniable que l'INCRA a été constamment poussé en avant par la dynamique pionnière qu'il avait lui-même contribué à enclencher.

Constamment débordé par le nombre des immigrants, l'INCRA ne parvient pas à implanter les infrastructures (notamment les routes vicinales) au rythme nécessaire, et entraîne ainsi le ralentissement du développement économique des projets. Il a donc été contraint de mettre en œuvre des procédures chaque fois plus simplifiées et moins assistées pour l'accueil des colons. On trouve par conséquent en Rondônia tous les types d'occupation de l'espace, depuis le noyau originel réellement planifié et assisté des projets de colonisation initiaux, jusqu'aux propriétés foncières envahies par des *posseiros* et en attente de résolution juridique, en passant par les différents projets d'installation rapide et zones de régularisation foncière.

Au bout d'un temps qui varie selon les projets, leur date de mise en route et le degré d'assistance fourni, on peut constater partout un phénomène

de substitution des colons originels. Ce taux est d'environ 30 %, selon les responsables, pour les projets les plus anciens (ce taux peut dépasser 70 % dans certaines zones). Certains lots ont été divisés, d'autres, au contraire, ont été concentrés entre les mêmes mains. L'utopie égalitaire tourne court et la structure foncière semble s'adapter progressivement aux dynamiques sociales réelles.

La différenciation économique est sensible. Sur un échantillon de 100 colons installés dans le Projet Ouro Preto (LENA, 1981) et qui, en 1980, avaient en moyenne 5,26 ans d'occupation du lot, 18 avaient défriché plus de 40 ha, 56 entre 20 et 40 ha et 26 moins de 20 ha. Le temps d'occupation du lot varie en fonction de la date d'implantation de chaque tranche du projet, mais il dépend également d'un éventuel changement de propriétaire, seul le dernier occupant étant ici pris en considération. On s'aperçoit que le taux de mise en valeur ne dépend pas uniquement de la durée de l'occupation. Il faut par conséquent prendre en compte des rythmes annuels de mise en valeur (soit des surfaces défrichées ou plantées annuellement, par mesure de simplification). On voit alors que si les lots qui ont changé de propriétaire avaient, au moment de la transaction, de faibles superficies défrichées (cause et conséquence de l'échec de l'occupant précédent) leurs rythmes de défrichement sont, par contre, bien supérieurs à ceux des lots qui ont conservé leurs colons originels.

Parmi les lots qui ont moins de 20 ha défrichés, ceux qui ont été rachetés (qui totalisent en moyenne 2,18 ans entre les mains du nouveau propriétaire) ont un rythme annuel de défrichement de 3,50 ha contre 2,67 ha pour les autres.

On retrouve cette différence, accentuée, pour les autres classes de colons.

Par ailleurs, ceux qui ont défriché 40 ha et plus (qu'ils soient colons originels ou de substitution) ont un rythme de défrichement de 8,09 ha par an, près de trois fois supérieur au groupe des moins de 20 ha. L'écart se creuse.

Ces disparités au niveau des rythmes de mise en valeur vont de pair avec de profondes différences dans l'usage du sol. Lorsque les superficies défrichées et les rythmes de mise en valeur sont importants, les pâturages constituent la forme dominante d'occupation de l'espace. Certains lots sont déjà totalement en herbages, en contradiction avec la législation de l'IBDF qui n'autorise théoriquement que 50 % de déboisement du lot. Cette extension générale des pâturages (précaires et écologiquement très peu satisfaisants) est sans doute grave, mais elle ne doit pas masquer une autre réalité : mis à part un certain nombre de colons qui se consacrent presque exclusivement à l'élevage (généralement d'anciens éleveurs qui ont racheté un ou plusieurs lots), la polyculture reste un trait distinctif de la colonisation en Rondônia. Les 18 % de colons les plus importants de l'échantillon étudié détenaient en effet 37 % des superficies en herbes mais aussi 30 % du café et 32 % du cacao. Par ailleurs 94 % des lots ont un pâturage (bien que 53 % seulement aient du bétail).

On peut ainsi établir une classification des colons : les plus démunis sont ceux qui ont un rythme de mise en valeur lent, qui ont du mal à implanter un système d'occupation permanent de l'espace après récolte de la culture annuelle (riz, mais aussi haricot, manioc et maïs). Cela se traduit par l'existence de jachères importantes et l'absence ou la très faible représentativité des cultures permanentes et des herbages. Ce sont les colons les plus fragiles, les plus susceptibles de vendre leur lot et de poursuivre leur migration. La grande majorité des cas d'échec enquêtés appartient à ce groupe. Les plus riches sont naturellement les éleveurs et les polyculteurs qui possèdent des superficies importantes pour chaque type d'utilisation du sol. Entre les deux se situent plusieurs groupes qui présentent des combinaisons différentes de cultures, des surfaces en production et des rythmes de mise en valeur différenciés.

Certains ont acheté des machines pour décortiquer le riz, des scies électriques pour fabriquer des planches, des camions, etc. Ils font payer leurs services aux petits colons, leur prêtent de l'argent, leur vendent du bétail, les emploient lorsque l'argent est rare entre les récoltes. Comment en est-on arrivé là ?

Pourtant l'INCRA avait semble-t-il pris cette fois plus de précautions que dans les zones de colonisation plus anciennes : les lots étaient suffisamment grands (100 ha) pour que l'épuisement des sols ne soit pas une cause immédiate de départ et que les enfants du colon puissent s'employer sur la propriété; les terres avaient été choisies en fonction de leur fertilité, notamment pour leur aptitude à la culture du cacao; la promotion des cultures pérennes devait assurer un niveau de vie supérieur.

Il faudrait naturellement dénoncer une fois de plus l'utopie égalitaire, l'idée selon laquelle on allait créer une « démocratie rurale amazonienne » par le simple fait d'offrir des conditions d'installation considérées comme homogènes. Il s'agit là d'une négation de l'histoire et des dynamiques sociales caractéristique des constructions utopiques. Le mythe égalitaire est l'un des thèmes mythiques que l'on trouve indissolublement lié au registre imaginaire de la frontière tout au long de son histoire, mais exprimé avec plus ou moins de force selon les contextes : depuis les esclaves fugitifs formant les *Quilombos* en passant par les groupes de *posseiros* fuyant les *fazendeiros* et fondant des villages *(centros)* dans la forêt, jusqu'aux modernes projets de colo-

nisation publics et privés (le thème de « l'homme neuf », d'une « nouvelle société » est parfois explicitement utilisé dans les propagandes). Comme si l'espace « vierge » suffisait à engendrer des rapports sociaux libérés du poids du passé et des déterminismes sociaux-économiques actuels. Dans le cas de l'Amazonie il y a fusion entre ces représentations et tout le registre imaginaire ambivalent lié à l'immense espace forestier (fascination/répulsion, eldorado/enfer vert, espoir/danger, etc.). Les projets de colonisation représentent, d'une façon générale (c'est-à-dire pas seulement au Brésil mais dans le monde entier) la réalisation par les pouvoirs publics ou des sociétés privées, d'une construction utopique avec toutes ses caractéristiques (obsession de l'ordre, de l'organisation, du géométrique) qui aboutit en définitive à l'élaboration d'une structure vide de sens et dans laquelle les mécanismes régulateurs, qui pourraient éventuellement permettre de corriger les tendances évolutives dues aux dynamiques sociales réelles, ont été négligés. Ainsi tous les projets de colonisation connus dérivent-ils et s'ajustent-ils à ces dynamiques dans un temps variable mais en général court.

Toute tentative simple (c'est-à-dire s'appuyant sur un seul facteur ou groupe de facteurs) pour rendre compte du processus de différenciation social et économique à l'intérieur des projets est voué à l'échec. Il s'agit d'un processus extrêmement complexe dont on ne peut saisir toutes les variables et toutes les combinaisons. Par ailleurs, les voies de la différenciation sont différentes d'un pays à l'autre, d'une région et même d'un projet à l'autre (au-delà, bien sûr, d'un certain nombre de traits communs). On ne peut que chercher à identifier des tendances, des dynamiques, qui sont le résultat de processus, de synergies, extrêmement variés. Chercher, à partir de telles analyses, à construire un projet idéal serait succomber au piège utopique déjà dénoncé. Il faut clairement assumer l'impossibilité d'éviter un processus de différenciation. On pourrait cependant éviter la concentration foncière, diminuer le nombre des échecs et favoriser la promotion sociale réelle d'un plus grand nombre de colons grâce à des politiques adéquates. Un certain nombre d'erreurs pourraient être évitées dès le départ en intégrant d'emblée la dimension historique et sociale (c'est-à-dire en prévoyant la dérive et en installant des mécanismes régulateurs) mais surtout en répondant à l'évolution de la demande tout au cours de l'histoire des projets, conçus de façon dynamique. Pour cela il est indispensable de favoriser l'organisation et la conscientisation des colons afin que la demande puisse être formalisée et identifiée, et que les pouvoirs publics puissent traiter avec des sujets collectifs représentant des intérêts définis. Paradoxalement, c'est en assumant son fractionnement social et en intégrant ses luttes internes qu'un projet peut aller de l'avant et assurer une véritable promotion sociale de la majeure partie de ses participants.

Actuellement certaines organisations s'emploient à catalyser ces dynamiques avec un bonheur variable. Il s'agit des communautés de base catholiques, des communautés protestantes de différentes obédiences, des syndicats et des communautés créés par les pouvoirs publics. On doit au passage saluer leur action car elles offrent une voie de socialisation, de conscientisation et d'action qui vient combler bien à propos le vide de la structure qui est proposée aux colons. Presque tous leurs responsables se plaignent néanmoins des nombreux échecs qui accompagnent toute tentative d'action collective ainsi que de la rotativité accentuée des participants.

Il semble qu'une bonne partie de ces échecs provienne de la perpétuation du mythe égalitaire et de la non-prise en compte du caractère individualiste des stratégies de promotion sociale. Les colons entrent dans un groupe lorsqu'ils jugent que celui-ci peut leur apporter quelque chose à un moment donné, et en sortent lorsque leur intérêt individuel ne coïncide plus avec l'intérêt collectif. Ce phénomène est encore accru par les luttes politiques locales et le clientèlisme. La socialisation à base idéologique se maintient mieux dans le cas des sectes les plus fanatisées, sans pour autant empêcher la différenciation économique. Celle-ci peut même être intégrée aux représentations du groupe et valorisée, ce qui n'est pas le cas des communautés de base catholiques en général.

Les syndicats représentent une tentative pour lutter sur la base des intérêts concrets des participants et formuler les revendications selon un discours politique; mais les luttes intestines pour le pouvoir, le fractionnement politique (qui ne correspond pas toujours à des situations concrètes réelles mais plutôt à des luttes de personnes ou des « sensibilités » différentes) entravent leur action. Le processus politique souffre des mêmes maux que la frontière en général, il manque encore de maturité. Aussi les colons ont-ils parfois du mal à s'identifier aux regroupements qui leur sont proposés et restent méfiants.

Examinons rapidement quels sont les facteurs de différenciation sociale les plus apparents dans les projets de colonisation publics du Rondônia.

Facteurs généraux et spécifiques

Le capital de départ

C'est naturellement un facteur très important, il permet à certains colons d'attendre la première récolte sans travailler pour autrui, de planter des cultures pérennes sans s'endetter (et sans passer

par les nombreuses démarches administratives qui représentent une perte de temps considérable) et même d'employer de la main-d'œuvre. Le processus d'accumulation peut être commencé immédiatement aux moindres risques. Il s'agit cependant d'une explication nécessaire mais insuffisante, il suffit pour s'en rendre compte de comparer des colons ayant le même capital initial.

L'expérience antérieure

MORAN (1978) a montré, pour une agroville de la Transamazonienne, combien les colons diffèrent quant à leur expérience agricole antérieure. Certains ont toujours été dépendants, soit salariés agricoles soit *meeiros*, d'autres au contraire ont été de petits producteurs autonomes, ont déjà contracté des prêts bancaires, pris en main la commercialisation de leurs produits et tenté de s'adapter au marché urbain en produisant en fonction de la demande. Quelques colons ont même une véritable expérience urbaine. Ces différences s'expriment au niveau des pratiques, des attitudes, des projets de vie et du degré d'intégration au modèle économique dominant. Elles induisent des capacités d'initiative et d'adaptation différenciées. Mais il est facile de trouver d'anciens *meeiros*, sans capital au départ, qui ont « réussi » et d'autres qui ont stagné, voire échoué. Outre les facteurs spécifiques qui seront évoqués plus loin, deux autres facteurs généraux exercent ici leur influence.

La structure de la famille

La phase de l'évolution démographique familiale au cours de laquelle le rapport entre le nombre de bouches à nourrir et le nombre d'actifs est le plus favorable constitue un facteur important, non seulement, comme l'a montré CHAYANOV, en ce qui concerne la disponibilité en travail, mais aussi du point de vue de la dynamisation de l'exploitation (innovation, « poussée » des jeunes, etc.). C'est un multiplicateur des autres facteurs.

Les facteurs socio-culturels

Il est relativement facile d'isoler des colons pour lesquels les trois facteurs ci-dessus sont équivalents et qui présentent cependant une différenciation accentuée au bout de quelques années. EDER (1982) s'est attaché à en rechercher les causes dans une situation de frontière aux Philippines. Ces facteurs sont souvent éludés dans les recherches pour deux raisons : d'une part il semble que l'on côtoie des explications à caractère psychologisant, voire même génétique, d'autre part ces facteurs s'intègrent mal dans les modèles rationnels d'interprétation et dans les stratégies d'action. Ils représentent cependant un noyau irréductible qui interfère constamment avec les autres facteurs. Proches des catégories décrites par MORAN, ces facteurs ne se confondent cependant avec elles. Nous considérerons, avec EDER *(op. cit.)*, qu'ils sont le résultat, aujourd'hui perceptible au niveau des attitudes et comportements, « d'expériences de vie » passées dont les circonstances concrètes peuvent être objectivement décrites et comprises sans pour autant s'engager sur la voie d'un déterminisme naïf. Il y aura toujours une part d'impondérable et l'on serait tenté de dire « heureusement ». L'essentiel n'est pas là mais dans les éventuels mécanismes qui permettraient de limiter les tendances inégalitaires et surtout de briser les mécanismes de reproduction des inégalités, sans pour autant enfermer les colons dans un carcan et leur retirer toute initiative.

Ces quatre facteurs généraux présentent entre eux de multiples combinaisons qui viennent s'ajouter aux facteurs spécifiques dont nous ne citerons que les principaux :

— *La situation du lot.* Le tracé géométrique des lots ne tient guère compte de la qualité des sols et des accidents topographiques. Les routes coupent de nombreux talwegs et les ouvrages d'art nécessaires sont fréquemment détruits en saison des pluies. De nombreuses routes vicinales ne sont carrossables que deux ou trois mois par an, isolant les colons et rendant presque impossible la commercialisation de la récolte. Certaines parcelles n'ont pas accès à l'eau, d'autres sont en partie inondées durant plusieurs mois ou présentent une topographie très accidentée. Les bonnes terres sont très inégalement réparties, favorisant la différenciation des modes d'utilisation du sol et la rente différentielle. L'éloignement par rapport aux centres urbains et à la route principale rejaillit sur le degré de valorisation de la terre; la qualité de l'assistance technique, médicale et scolaire; le degré d'intégration aux procédures administratives et bancaires ainsi que sur les prix aux producteurs pratiqués par les intermédiaires. L'accès au crédit est ainsi lié à un modèle spatial.

— *La maladie*, notamment la malaria qui est responsable de la perte d'un nombre très important de jours de travail et d'un affaiblissement notoire des colons atteints.

— *Le retard apporté à la réalisation des infrastructures.* Certains colons ont attendu deux ans l'ouverture d'une route vicinale donnant accès à leur lot, commercialisant quelques sacs de riz transportés à dos d'homme sur des kilomètres.

— *L'absence de connaissances du milieu.* Les méthodes empiriques de sélection des sols, notamment pour

les cultures pérennes, ont entraîné de coûteux échecs.

S'il est facile de comprendre qu'à ce jeu, ceux qui ont l'habitude de la gestion d'une exploitation et possèdent un petit capital de départ ont plus de chances que les autres, il est tout particulièrement intéressant de savoir comment certains, parmi les plus démunis, parviennent à se maintenir et à accumuler.

L'accès aux cultures pérennes et la présence d'*agregados* sur le lot sont les deux points fondamentaux. Le schéma classique est le suivant :

— Une structure favorable de la main-d'œuvre familiale permet de dégager un surplus, d'acheter des semences de café et cacao (ou de planter les semences de café qu'ils ont amené avec eux) et de fournir des aliments à une famille ou deux d'*agregados* en attendant qu'ils obtiennent leur propre récolte. Ces conditions de production favorables ont pu être remplacées par le crédit à l'époque où l'inflation et les intérêts n'étaient pas trop élevés (1). Encore fallait-il être proche de la route et avoir de bonnes terres.

— Lorsque la plantation entre en production, les *agregados* participent à l'entretien et à la récolte contre une part du produit. C'est donc une main-d'œuvre qui ne coûte rien, du moins directement. Elle permet également de rendre plus ferme la base alimentaire de l'exploitation (notamment en cas de maladie ou d'aléas climatiques ou écologiques). On constate en effet que les lots qui possèdent des *agregados* souffrent beaucoup moins d'échecs.

— Pour valoriser le lot et le travail de défriche, le colon plante souvent un pâturage sur la parcelle où il récolte le riz et le maïs. L'argent gagné avec la plantation est épargné sous la forme de bétail. Ce dernier est un capital qui ne se dévalorise pas et n'est pas soumis aux fluctuation des prix des produits alimentaires; le paysan vend selon ses besoins.

En utilisant ce triple système : *agregados*, cultures pérennes, épargne sous forme de bétail, d'anciens *meeiros*, totalement démunis au départ, sont aujourd'hui devenus propriétaires d'un camion et commercialisent eux-mêmes leur récolte.

Près des villes, certains jouent sur le lait, les œufs, les poulets et les porcs. D'autres, dans des conditions pédologiques difficiles, tentent les ovins et les caprins. De nouveaux venus (Rio Grande do Sul) louent ou achètent des tracteurs et misent sur la culture mécanisée du riz, du maïs et du haricot. Il est trop tôt pour évaluer les conséquences de cette dernière pratique au niveau de l'érosion et de l'appauvrissement des sols, l'exemple des autres « frontières » n'est cependant guère encourageant.

On note une tendance généralisée à faire des essais, à diversifier les sources de revenus, notamment en ce qui concerne les cultures pérennes : *guarana*, hévéa, noyer nain du Brésil, ricin, etc. Lorsque la localisation et les conditions de commercialisation le permettent, de nombreux colons tentent de mieux répartir leurs revenus au cours de l'année, obtenant ainsi un certain degré de sécurité.

Certes, ce sont surtout les nouveaux colons, ceux qui ont racheté un lot, les « gestionnaires », qui sont responsables de ces dynamiques. Mais les anciens colons qui jusqu'à présent stagnaient sont entraînés par ce bouillonnement (2).

L'accélération du processus de frontière en Rondônia, la relative densité des infrastructures, les cultures pérennes, la croissance du phénomène urbain, l'asphaltage de la route Cuiabá-Porto Velho, ont conduit à une valorisation rapide de la terre selon un schéma spatialement différencié, entraînant de nombreuses ventes de lots. La vente ne signifie pas forcément l'échec. Ainsi un petit producteur de cacao du bord de la route a récemment vendu sa plantation pour 50 000 U.S. dollars afin d'acheter un commerce en ville. Certains colons éloignés acceptent 500 U.S. dollars pour leur lot et tentent de recommencer ailleurs, plus loin, avec cette fois un petit capital. Le véritable échec c'est la vente du lot pour acquitter une dette, ce qui est hélas fréquent.

D'un côté, la rente différentielle (due, soit à la situation, soit à la qualité de la terre) sélectionne durement les colons, de l'autre, on assiste à la multiplication des stratégies de résistance. Si l'optimisme béat est exclu par les faits, il semble que l'on ne doive pas non plus s'adonner au pessimisme systématique : quelque chose se passe en Rondônia, des dynamiques positives se font jour peu à peu dans la lutte et l'expérience quotidienne.

Le rôle des pouvoirs publics devrait être de les aider à s'imposer.

La colonisation privée en Mato Grosso

Les entreprises de colonisation sont soit des entreprises qui diversifient leurs investissements

(1) En fait, le crédit agricole a toujours été subventionné, mais les taux élevés d'inflation, le blocage des prix d'achat plusieurs mois avant la récolte et le jeu des intermédiaires rendent très difficile une saine gestion des emprunts.

(2) Les changements dans les systèmes de production et la diversification des cultures entraînent une forte demande de main-d'œuvre. Constatons que la fixation à la terre des propriétaires de lot passe par l'utilisation d'une main-d'œuvre extérieure. Mais dans le cas qui nous occupe il ne s'agit pas d'un rapport salarial.

(ANDRADE GUTIERREZ par ex.), soit des coopératives d'agriculteurs du sud, soit des entreprises de colonisation qui ont déjà une expérience dans le Paraná ou dans l'État de São Paulo. Le prix à payer pour la terre sélectionne une catégorie de paysans relativement aisés. On ne trouve pas parmi leurs adhérents de paysans sans expérience comme c'est le cas des projets publics, dont la fonction sociale était primordiale, du moins jusqu'en 1974.

Face aux coûts de la colonisation publique, à son rôle négligeable pour la fourniture du marché intérieur et aux difficultés croissantes rencontrées par le petit paysannat du sud pour se reproduire localement, l'État a vivement encouragé la colonisation par le secteur privé.

La sélection des colons étant réalisée au point de départ et non au lieu d'arrivée (comme c'est le cas de la colonisation publique), ces projets ne connaissent pas de pression démographique obligeant à bâcler les infrastructures. Chaque tranche du projet est ouverte au rythme de la demande et de la valorisation du sol.

La plupart des entreprises colonisatrices privées ont adopté un schéma « en arête de poisson » afin de réaliser les routes sur les interfluves, évitant ainsi de nombreux et précaires ouvrages d'art. Chaque lot a en principe accès à un cours d'eau et à une route carrossable la majeure partie de l'année. L'INCRA a d'ailleurs adopté ce modèle pour ses derniers projets en Rondônia.

Il est important de remarquer que c'est l'État (fédéral et local) qui permet la valorisation de la terre (et par conséquent assure les bénéfices de l'entreprise) par l'ouverture et l'entretien des routes, l'octroi des titres de propriété définitifs, l'implantation d'agences de la Banque du Brésil, du système fédéral de crédit, etc.

S'agirait-il enfin du modèle de colonisation idéal ? La réponse ne peut qu'être négative et surtout très nuancée. Constatons tout d'abord qu'au-delà des quelques caractéristiques communes énumérées ci-dessus, les projets privés diffèrent grandement entre eux. Certains ont été des échecs notoires tels que celui de la COOPERCANA (DOS SANTOS, 1985) qui a même vu le retour au lieu de départ de 50 % des colons, ou encore celui de la COLIDER où l'INCRA a dû se substituer à l'entreprise à partir de 1982 afin d'éviter une dégradation encore plus grave de la situation des colons. D'autres, au contraire, paraissent bien gérés (Alta Floresta, SINOP...) mais affrontent cependant de nombreux problèmes. La mauvaise gestion d'une société de colonisation privée met les colons dans une situation semblable à celle des colons « spontanés », en cours de régularisation, de la périphérie des projets publics : pas d'accès routier; impossibilité de commercialiser la production; d'obtenir un crédit (pas de titre définitif); problèmes de santé, de scolarité des enfants, etc. Les ressortissants des projets privés sont par ailleurs plus exigeants que ceux des projets publics. Ils ont payé. Habitués à commercialiser leur production et à jouir de services scolaires et sanitaires de qualité moyenne, ils demandent des conditions décentes et la possibilité de mettre en œuvre rapidement un système de production lucratif.

Le projet SINOP paraît être un modèle du genre. Bien conçu et bien géré, il est intégré à une usine de production d'alcool à partir du manioc. Les administrateurs avouent 10 à 15 % de désistements, en général au cours de la première année, ce qui est inférieur aux projets publics.

Pourtant, si la ville paraît très active, la zone rurale semble vivre au ralenti. La production est faible, et le fait que la municipalité de SINOP soit la 4e de l'État pour la perception de taxes sur les marchandises qui sortent de son territoire ne doit pas faire illusion : c'est le bois, sous-produit des défrichements, qui en est responsable. Cela n'aura qu'un temps; il faudra ensuite trouver de nouvelles ressources.

La plupart des colons viennent du Paraná et sont d'anciens petits propriétaires. L'origine sociale est donc plus homogène que dans les projets publics. On trouve cependant d'importantes différences : comme dans tous les projets privés, on rencontre des colons qui ont totalement épuisé leur capital (produit de la vente d'un minifundium au lieu d'origine) dans l'achat de la terre et se retrouvent dans des conditions très semblables à celles des colons de l'INCRA. Ces petits colons n'étaient en général pas mécanisés, ils cultivaient le café et les cultures alimentaires de base. A SINOP ils ont bien vite découvert que les terres étaient de mauvaise qualité et que le café supporte mal la saison sèche (mai à octobre); affaibli, il est attaqué par les parasites. De plus, l'Institut Brésilien du Café n'intervient pas dans la région. Le café, sans classification, est vendu au plus bas prix.

Un autre problème se pose pour les colons qui veulent pratiquer des cultures grosses consommatrices de travail : la rareté de la main-d'œuvre. L'achat de la terre et la sélection des colons au lieu d'origine présentent peut-être l'avantage d'éviter l'anarchie des migrations spontanées, mais, en contrepartie, elle décourage les paysans sans terre de tenter leur chance et d'attendre une éventuelle sélection (ou la possibilité d'effectuer une *posse*) en travaillant pour d'autres. Les immigrants ne s'arrêtent pas à SINOP, ils poursuivent vers le nord (COLIDER, GUARANTÃ...) là où l'INCRA développe ses activités.

Les colons sans capital doivent donc avoir recours à d'autres stratégies : élevage de porcs et de poulets, petit élevage laitier. L'essentiel étant de répartir

les revenus tout au long de l'année. Certains passent un contrat avec l'usine d'alcool et plantent du manioc. Mais bien que le prix soit indexé sur le coût de l'essence, c'est une activité peu rentable : les rendements sont 50 % inférieurs à ceux que l'on peut obtenir à COLIDER. Cultivé sur des parcelles non désouchées, il demande une importante main-d'œuvre lors de la cueillette; par ailleurs, le faible coût par unité de volume rend le transport sur de longues distances prohibitif.

Les colons plus capitalisés se répartissent en deux groupes :

— Ceux qui tentent la mécanisation et effectuent un désouchage (en général au bout de quelques années de culture manuelle, afin que les souches commencent à pourrir). Ils ont recours au crédit bancaire et aux conseils techniques de l'EMATER. Ils plantent du riz, du maïs, et du haricot; certains ont également fait un contrat de vente de manioc avec l'usine (les cultures alimentaires peuvent d'ailleurs être faites entre les lignes de manioc). Ils sont à la recherche des stratégies les plus rentables et pour cela essaient un peu de tout : hévéa, guarana, urucum, ricin, élevage de porcs et poulets, création de vergers. Beaucoup semblent fonder un espoir sur le soja.

— Ceux qui attendent que les conditions de production aient changé et que la terre ait été valorisée. Si 80 % des lots démarqués ont été vendus, en revanche seulement 30 % sont mis en valeur. Les terres paraissent être « en réserve », dans l'attente de la diffusion d'une activité rentable. Les propriétaires habitent encore leur exploitation du Paraná ou bien vivent en ville. De toute façon ils n'ont pas besoin de ces terres pour assurer leur survie. Le soja, dont on peut observer les premiers champs, aurait sans doute pu jouer un rôle dynamisateur sans la chute relative de son prix d'achat. Le mouvement est actuellement ralenti, jusqu'à quand ?

Malgré le bas prix de la terre et la faiblesse relative des investissements on peut se demander si la région a intérêt à concurrencer le Sud sur des produits comme le riz, le maïs et le haricot. Seul le soja, grâce aux subventions et à l'organisation du marché pourrait être rentable en agriculture mécanisée. Il vaudrait mieux exploiter une rente de situation grâce aux cultures pérennes tropicales. Il faudrait cependant faire des études agronomiques et de marché. L'hévéa semble s'adapter à la région mais il exige l'ouverture de lignes de crédit spéciales, actuellement inexistantes localement.

D'une façon générale, on n'assiste pas à la mise en place d'un système de production stable, reproductible, mais bien plutôt à une série de tâtonnements. Plus au nord, là où les terres sont meilleures, les cultures pérennes sont beaucoup plus importantes, mais elles se heurtent aux éternels problèmes de main-d'œuvre, de crédit et de commercialisation.

A SINOP, les projets gouvernementaux visant l'émergence d'une petite paysannerie capitalisée, produisant pour le marché, grâce à l'appui aux projets de colonisation privés, ne semblent pas être en meilleure voie que dans les projets publics. Dans un cas il y a substitution des colons, dans l'autre ralentissement des activités, mais le résultat est peu différent du point de vue du marché.

La propriété privée de la terre peut être une condition nécessaire mais elle n'est pas suffisante. Les petits *posseiros* le savent bien.

Un doute plane également sur la structure foncière de ces projets. Il n'est pas sûr qu'ils puissent maintenir indéfiniment le module de propriété rurale qu'ils ont établi (80 à 200 ha environ). A Alta Floresta, on note déjà une concentration et un morcellement des lots. De plus, la valorisation de la terre élimine petit à petit la clientèle des petits paysans. Ceux-ci ne peuvent plus acheter. Pour conserver un nombre suffisant d'acheteurs potentiels (les plus capitalisés n'achètent pas dans les projets et exigent des bonnes terres) certaines compagnies mettent en vente des lots de plus petites dimensions. L'INCRA a ainsi autorisé en 1984 la vente de lots de 30 ha. Les projets privés risquent de ressembler de plus en plus aux projets publics. Cela d'autant plus que les petits propriétaires préfèrent obtenir un lot quasiment gratuit de l'INCRA, et prendre un bon départ, plutôt que d'épuiser leur capital dans l'achat de la terre. Ils sont de plus en plus nombreux à rechercher les projets de l'INCRA.

Enfin, si les projets privés ont pu paraître un temps à l'abri des dynamiques sociales de la frontière, il n'en est plus de même aujourd'hui. Les invasions, soit des réserves forestières des projets, soit des projets eux-mêmes (comme c'est le cas de celui de l'Andrade Gutierrez dans le Pará) sont susceptibles de compromettre la rentabilité de telles opérations.

La migration non encadrée : lutte pour la terre dans le nord du Goiás

Région de forêts, de pâturages naturels et de palmeraies de *babaçu (Orbignya martiana)* le nord de l'interfluve entre l'Araguaia et le Tocantins est depuis longtemps connu pour ses terres libres *(terras devolutas)* qui ont accueilli depuis plus d'un siècle des migrants venus du Maranhão et du Nordeste. La région de Tocantinópolis est la première à connaître un établissement permanent (1818). Tout l'interfluve était alors peuplé par les Indiens Apinagés, contactés pour la 1re fois en 1774, et dont la population était estimée à 4 200 hab., répartis en 4 villages. Les premières têtes de bétail

apparaissent vers 1860 et occupent les pâturages naturels. Les petits *posseiros* s'installent le long des cours d'eau, dans les forêts-galeries, cultivent le riz, le manioc, le haricot, et exploitent le *babaçu* pour son huile, mais aussi pour toute une série de sous-produits. La recherche de l'or, des peaux et des bois précieux attire chaque fois plus d'individus dont certains finissent par se fixer. Néanmoins ce n'est que vers la fin du siècle que l'immigration devient réellement importante. Le troupeau bovin s'accroît sensiblement et Tocantinópolis devient un petit centre régional. L'intérieur de l'interfluve, en particulier l'extrême nord, là où les forêts sont plus denses, reste inoccupé.

Cette immigration sera, comme partout ailleurs, fatale aux Indiens : en 1859 la variole les a réduits à 1 800 ou 2 000. En 1897 ils ne sont plus que 400, en 1928, 150. Ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale qu'ils connaîtront un début de récupération pour atteindre aujourd'hui le chiffre de 483 hab. (UNKEL, 1956). Ils n'ont donc pu opposer aucune résistance à l'occupation de leur territoire.

Une nouvelle vague d'éleveurs est arrivée dans les années 1945-50, sans occasionner de conflits avec les petits *posseiros* puisqu'ils ne mettaient pas en valeur le même milieu écologique. A partir de 1950 les petits *posseiros*, fuyant la sécheresse et la concentration foncière du Nordeste, ne cessent d'arriver dans la région. Ils s'installent là où il y a des « terres libres », c'est-à-dire au milieu de l'interfluve et dans l'extrême nord, près de la confluence. Parfois, le premier arrivé donne son nom au village, Ceux-ci sont souvent appelés « *centros* », reflétant la vieille opposition *centro/beira* ; le *centro* est l'espace intérieur, sauvage, la *beira* est le bord du fleuve ou de la route, le lieu de passage, la civilisation, en somme. Ceci montre que les premiers occupants se sont enfoncés dans la forêt, loin de tout lieu habité, pour créer leur *posse*, leur exploitation. Les plus anciens villages de l'extrême nord datent du début des années cinquante : Sítio Novo = 1950; Axixá = 1956; São Miguel = 1954; São Sebastião et Buriti = 1961; Augustinópolis = 1962; Sampaio = 1967; Centro Dos Mulatos = 1968, etc.

Ainsi, en 1960 la région de Tocantinópolis (1) présente déjà une densité démographique de 4 hab./km², supérieure à la moyenne du Goiás (2,98 hab./km²) et surtout bien supérieure à la région d'Araguaina, immédiatement au sud et sud-ouest, où la densité n'est que de 0,77 hab./km².

De 1960 à 1970, la région de Tocantinópolis va enregistrer un accroissement proche du taux de croissance naturel de sa population (35 %). On doit cependant faire la différence entre le sud de la zone, où l'habitat est ancien (XIXe s.), qui accuse une perte relative de population, et le nord, occupé récemment par de petits *posseiros*, qui, lui, voit sa population augmenter de 47,5 %, voire davantage pour les municipalités de l'extrême nord. Mais c'est la région d'Araguaina qui présente le plus fort taux de croissance (355 %). C'est là une conséquence de l'ouverture de la route Belém-Brasília. Le courant est-ouest des migrants nordestins vient rencontrer ici le courant sud-nord des éleveurs et spéculateurs.

De 1970 à 1980, le Goiás n'apparaît plus comme une « frontière » du point de vue démographique, sa croissance est proche du taux naturel; par contre il perd 14,3 % de sa population rurale.

C'est, au sud et au centre, l'époque de l'expansion du soja, de l'élevage, et de l'expulsion des petits *posseiros*. Le nord est affecté à sa façon par cette dynamique : si la région d'Araguaina connaît une croissance significative (80 %) elle le doit à ses villes, car sa population rurale s'accroît à un rythme inférieur au taux naturel (23 %); quant à la région de Tocantinópolis elle enregistre une légère perte relative de population, plus forte en zone rurale. Seules les deux municipalités de l'extrême nord, São Sebastião et Augustinópolis, présentent une croissance absolue de leur population rurale (58,4 %) cependant bien inférieure à la croissance urbaine (377 %). Partout ailleurs il y a exode rural, relatif ou absolu. Il est absolu (— 20 %) dans les deux municipalités les plus densément peuplées : Axixá (63,56 hab./km²) et Sítio Novo (22,86 hab./km²). Au sud de la région de Tocantinópolis, là où existe depuis le siècle dernier une population de *fazendeiros* traditionnels et de petits *posseiros* vivant en relative harmonie, l'immigration est faible et les conflits fonciers plus rares.

C'est dans les zones peu occupées du nord que vont éclater les plus violents conflits. Les éleveurs et spéculateurs du sud sont attirés par l'ouverture de la Transamazonienne (1970) et l'asphaltage de la Belém-Brasília (1974) qui promettent une valorisation rapide de la terre. Pratiquement situé au carrefour

(1) Administrativement, le nord du Goiás est divisé en deux régions qui regroupent chacune plusieurs municipalités : région de Tocantinópolis (17 495 km²) et région d'Araguaina (19 757 km²). Avec le sud du Pará et l'ouest du Maranhão, elles constituent la zone de juridiction du GETAT, organisme fédéral créé en 1980 et directement lié au Conseil National de Sécurité. Sa mission officielle était de « mettre de l'ordre » dans l'anarchie de l'occupation foncière (source de violents conflits) et fixer la propriété de la terre afin de rendre possible la gestion de l'immense pôle minier, agricole et agro-industriel de Carajás où les capitaux nationaux et étrangers devaient pouvoir s'investir en toute sécurité.

de ces deux axes le nord du Goiás va souffrir de fortes pressions. Par ailleurs, les *fazendeiros* recherchent maintenant la forêt et non plus seulement les pâturages naturels. Les herbages cultivés permettent une meilleure capacité de charge et l'exploitation du bois rentabilise les investissements. La région va donc connaître une onde de *grilagem*; des notaires et avocats sans scrupules falsifient des titres de propriété ou les fabriquent de toute pièce. Ils s'appuient sur de très anciens titres dont personne n'est capable de reconstituer l'évolution ou bien fabriquent des actes de vente prouvant qu'une terre a changé plusieurs fois de propriétaire. Ainsi la propriété acquiert une valeur juridique par la multiplication des transactions. Toujours est-il qu'à moins d'une vigoureuse action juridique dont les *posseiros*, analphabètes pour la plupart, sont incapables, ces documents sont acceptés par les autorités qui offrent même l'appui de la police et de l'armée pour expulser les *posseiros*. Bien souvent, surtout lorsqu'ils craignent une action juridique, les *fazendeiros* recourent à l'intimidation et à la violence. Le cas d'intimidation et de collusion entre les pouvoirs publics et les *fazendeiros* le plus fameux est sans nulle doute le « bombardement » de Sampaío (1) le 23 juillet 1979. De nombreux *posseiros* ont été assassinés par des hommes de main; ce qui est nouveau par contre c'est la réplique paysanne : depuis quelques années des *pistoleiros* et des *fazendeiros* ont également perdu la vie dans les conflits.

Les conflits sont directement liés à l'arrivée des « gens du sud ». A Araguatins, *grilagem* et expulsions violentes se déroulent entre 1970 et 1973; à Itaguatins, à partir de 1972 avec une recrudescence de 1975 à 1980; à Axixá les problèmes commencent en 1974; au Centro dos Mulatos ils suivent l'arrivée de trois *fazendeiros* en 1974 et 1975 avec une confrontation violente en 1979; à Sampaío tout commence en 1975, etc. Bien que l'immigration des petits *posseiros* ait été continue, les villages cités étaient déjà importants à l'époque des conflits (Sampaío avait 300 maisons en 1975), ce n'est donc pas, comme le disent les *fazendeiros*, l'arrivée des *posseiros* qui vient destabiliser une situation auparavant équilibrée. C'est même exactement l'inverse.

Depuis quelques années, les *posseiros*, appuyés par des religieux appartenant à la Commission Pastorale de la Terre, s'organisent, résistent et tentent de faire valoir leurs droits. Dans presque tous les villages une section locale du Syndicat du Travailleur Rural a été créée avec l'aide du Parti des Travailleurs (P.T.). Des avocats liés au syndicat ou à la C.P.T. offrent leurs services. De petites coopératives font leurs premiers pas à l'ombre des deux organismes.

Le mouvement peut déjà mettre à son actif un certain nombre de victoires : des *posseiros* ont été maintenus sur place malgré les efforts du *fazendeiro*, certaines fazendas ont été partiellement démembrées et découpées en lots distribués aux *posseiros*. C'est cependant bien peu en comparaison de l'ampleur du problème.

Récemment, les revendications des *posseiros* ont pris une tournure plus politique : la lutte pour une véritable réforme agraire et l'application au nord du Goiás du module amazonien de 100 ha par famille.

Depuis 1980 le volume global de l'immigration a eu tendance à augmenter, d'une part à cause des deux années de forte sécheresse qui ont affecté le Nordeste, mais aussi sous l'effet de l'évolution de la structure foncière dans le Maranhão (concentration, extension des superficies consacrées à la canne à sucre, substitution des *agregados* de *fazenda* par une main-d'œuvre salariée). Le nord du Goiás jouit encore de sa réputation de « terre libre », par ailleurs c'est la porte de l'Amazonie et la proximité des *garimpos* (notamment Serra Pelada).

Mais aujourd'hui les immigrants ont de plus en plus de difficultés à effectuer une *posse*; d'où leur concentration dans les villes où ils trouvent de petits emplois urbains, en général complétés par un travail de journalier agricole. Certains louent des terres, soit à des *fazendeiros*, soit à des *posseiros* plus anciens.

Cela est une conséquence directe des immobilisations foncières réalisées par les *fazendeiros*. La structure foncière apparaît en effet très déséquilibrée; à Araguatins, là où le processus d'expulsion a été mené à son point le plus extrême, 15,5 % des propriétaires possèdent 85,5 % des terres alors que 46 % se partagent 3,1 % du sol.

Là où les *posseiros* sont en plus grand nombre et mieux organisés, le processus a pu être ralenti, voire arrêté. Cependant un autre phénomène vient accroître la demande potentielle de terre : les *fazendeiros* renoncent à employer sur leurs terres des familles de petits paysans (comme c'était le cas auparavant) de peur que ceux-ci ne veuillent plus partir. Par ailleurs, le gel foncier opéré par les *fazendeiros* désorganise l'économie traditionnelle régionale dans la mesure où les propriétaires ne laissent plus les paysans entrer sur leurs terres pour y effectuer la cueillette du *babaçu* dont les revenus, mieux

(1) Cinq bombes ont été lâchées d'un hélicoptère à la périphérie du village. Les occupants sont ensuite descendus dans le village et ont menacé les habitants au cas où ils continueraient à envahir les propriétés d'autrui.

distribués au long de l'année, sont indispensables à l'économie paysanne.

Dans un certain nombre de municipalités, la réforme agraire radicale, sur la base de 100 ha par famille, était déjà impossible en 1980. Sans compter les employés agricoles résidant en ville, et en supposant l'éviction de tous les *fazendeiros* (c'est-à-dire en redistribuant la totalité de l'espace entre les familles rurales) on aurait obtenu à cette date 72 ha par famille à São Sebastião et Augustinópolis, 40 ha à Sítio Novo et 18 ha à Axixá. Aujourd'hui les chiffres seraient encore plus faibles. De sérieuses adaptations des systèmes de production et des pratiques paysannes seront donc nécessaires dans tous les cas de figure.

En cas de conflit ou de trop grand morcellement de la propriété, la politique du GETAT est d'offrir des terres dans le sud du Pará. Certains ont accepté mais nombre d'entre eux sont revenus. L'isolement et la faiblesse des infrastructures en sont la cause. Il s'agit en effet de paysans habitués à vivre en villages, or, dans les projets de colonisation, le maintien des solidarités est extrêmement difficile.

Les petits paysans sont venus, attirés par les « terres libres » *(devolutas)* de l'État du Goiás et se les approprient selon le système de la *posse*, à l'origine de nombreuses ambiguïtés, tant du point de vue juridique que des pratiques sociales. S'il n'y a pas de titre de propriété au sens juridique moderne du terme, il y a cependant appropriation individuelle dans la mesure où les paysans savent que telle jachère appartient à tel cultivateur et la respectent. Celle-ci ne retourne donc pas à un fond communautaire après culture, et peut même être vendue. Nous n'avons pas observé de systèmes de « communes » tels que nous nous attendions à en rencontrer après la lecture de certains travaux. De plus, la *posse* ne porte pas que sur du travail passé (jachère), elle anticipe également les besoins futurs : parfois le lot est démarqué (phénomène récent); le plus souvent il s'agit de directions de défrichement limitées par des accidents naturels et les fronts de défrichement des voisins. En cas de vente, cette partie encore intacte est également incluse dans la transaction.

Est-ce à dire qu'il n'existe aucune différence entre ce système et la logique de l'appropriation juridique sur laquelle s'appuient les *fazendeiros* et les organismes d'État? Il faut avant tout souligner que les paysans parlent d'une véritable rupture. Ils ont en effet l'impression que l'établissement de la propriété juridique de la terre entraîne une modification importante de leur système dans le sens d'une fermeture, d'un blocage, tant du point de vue de l'accès à la terre que des relations sociales au sein de la communauté. Mais ces transformations sont probablement moins la conséquence de la propriété privée (juridique) de la terre en soi que de la réunion d'une série de facteurs qu'elle vient en quelque sorte amplifier et cristalliser. Entre autres : la saturation foncière (provoquée par l'extension des fazendas et accentuée par l'augmentation des flux migratoires) et la valorisation de la terre. Il y a ainsi disparition des terres « libres », accessibles sans aucun capital et sans conflit. Les nouveaux migrants et les enfants des plus anciens voient donc leurs espoirs frustrés par ce qu'ils considèrent être l'intervention de facteurs extérieurs. Par ailleurs, la valorisation du sol conduit chaque fois plus de paysans à vendre leur terre; certains (peu nombreux cependant) cherchent à obtenir de la terre pour la revendre, d'autres revendiquent des superficies supérieures à leurs besoins car elles représentent maintenant une réelle valeur marchande. D'où l'apparition de conflits entre *posseiros*.

Il y a donc bien déstabilisation d'un système, non par l'introduction de principes qui lui seraient radicalement étrangers, mais plutôt par la conjugaison de la pression foncière, de la valorisation du sol et du désormais indispensable titre de propriété. Auparavant, la faible valeur marchande d'une terre encore abondante rendait l'accès à la terre aisé et les ventes rares. La valeur d'usage du sol était privilégiée (bien que non exclusive) et personne n'aurait pu se constituer des réserves foncières dépassant ses besoins. Aujourd'hui, les nouvelles données sont comme une pomme de discorde introduite au sein même des communautés (sans parler des conflits avec les *fazendeiros*). Il s'agit bien en effet d'une rupture, de la fin d'un système, qui avait jusqu'ici fonctionné de façon relativement ouverte et même conviviale.

Par contre, le système est gros consommateur de forêt car le retour sur une parcelle qui a déjà été cultivée entraîne la chute du revenu paysan. La 2e année, la production de riz peut être inférieure de 50 %. Sur des sols moyens, et en première culture, des rendements de 1 400 kg de riz à l'ha sont fréquents. Par contre, dans les zones de sols pauvres où la densité démographique conduit à mettre en culture plusieurs fois la même parcelle, les rendements tombent à 600 kg. Le défrichement, chaque année, d'une nouvelle parcelle, est perçu comme une invasion par les *fazendeiros* qui réclament la propriété de cette même forêt.

La culture est intégralement manuelle et très peu diversifiée, sans engrais et presque sans pesticides, sans cultures pérennes et seulement quelques rares têtes de bétail. Dans ces conditions les perspectives d'accumulation sont presque nulles. Le système est relativement stable mais c'est la reproduction de la misère.

Quant à la logique des *fazendeiros*, elle repose sur l'appropriation juridique de la terre et sa valo-

risation comme marchandise. Ce conflit d'intérêts conduit chaque partie à défricher la forêt restante le plus vite possible afin de faire reconnaître une situation acquise et faire disparaître l'objet de la convoitise. Les réserves forestières encore existantes sont toutes situées à l'intérieur de grandes *fazendas* qui les abattent à un rythme accéléré.

Pour permettre une accumulation sans transformer les *posseiros* en assistés il faudrait apporter une aide aux formes embryonnaires d'organisation paysanne; notamment les coopératives qui tentent de briser la dépendance vis-à-vis des commerçants en stockant des produits de première nécessité qui seront revendus à bas prix aux associés en période de soudure. Elles pourraient être dotées d'un petit capital qui leur permettrait l'achat à crédit de machines à décortiquer le riz et faire la farine de manioc. Des entrepôts sont construits grâce au travail communautaire; l'achat d'un camion ou d'un bateau permettrait un degré supplémentaire d'autonomie dans le processus de commercialisation. Parfois un champ communautaire est mis en culture, et le produit de la vente de la récolte est destiné au fonctionnement du syndicat. Pourquoi n'en irait-il pas de même pour la coopérative ?

Enfin les pouvoirs publics pourraient augmenter les « salaires indirects » sous la forme d'une meilleure assistance médicale et scolaire, de l'amélioration des transports, etc.

Le crédit rural, jusque-là difficile à obtenir étant donné la précarité des titres d'occupation du sol, ne semble guère tenter les paysans. Quelques-uns ont dû vendre leur lot pour payer leur emprunt et ont ainsi découragé les autres. En fait le crédit rural ne parvient pas à briser la dépendance vis-à-vis des intermédiaires et ajoute ainsi une seconde dépendance qui rend la situation encore plus difficile à gérer.

Mais sans développement de cultures pérennes (plus faciles d'accès que la mécanisation) les voies de l'accumulation semblent lentes et difficiles (1). Le ricin, le guaraná pourraient être diffusés, ce qui rendrait nécessaire une adaptation des circuits commerciaux. La coopérative et le syndicat pourraient agir dans le sens de stimuler les innovations comme ce fut le cas sur le plan politique.

Étant donné la structure et l'histoire de ces villages, où la population est au départ très homogène, les pratiques de type communautaire semblent avoir de meilleures chances que dans les projets de colonisation encadrés. Cependant, l'action du GETAT, basée sur la propriété privée de la terre, a, comme le disent les *posseiros*, désorganisé la société traditionnelle en brisant l'unité du monde paysan.

En effet, certains ont obtenu la reconnaissance par l'organisme d'une *posse* de 100 ha, alors que d'autres, dans une situation foncière moins favorable, n'ont reçu que 30 ha, parfois moins. Il y a aussi ceux qui ont refusé les lots proposés par le GETAT car ils étaient trop petits ou trop éloignés ou bien à cause des conséquences qu'entraîne la privatisation de la terre (notamment l'expulsion en cas de dette) et qui aujourd'hui ont un statut précaire. Enfin il y a ceux qui n'ont rien reçu et qui commencent à louer la terre des anciens *posseiros* plus chanceux, donnant ainsi le départ à un processus de différenciation économique et social.

Au sein du syndicat on retrouve deux discours dont les dirigeants ne parviennent pas toujours à dissimuler l'aspect contradictoire : celui de ceux qui veulent donner la priorité à la lutte pour la terre et à la réforme agraire et celui des propriétaires qui réclament des conditions pour produire.

Ni la CPT ni le syndicat ne parviennent à regrouper tous les paysans. De plus, les « sans terre » qui louent des terres appartenant aux *fazendeiros* craignent les conséquences d'une lutte radicale qui pourrait les priver du moyen de gagner leur vie par mesure de rétorsion.

Devant l'impossibilité d'accumuler sur place, nombreux sont ceux qui se tournent vers le *garimpo*, laissant leur famille dans une situation précaire durant de longs mois pour un espoir souvent déçu. D'autres vendent leur lot dès qu'ils l'ont obtenu, rompant ainsi avec la solidarité villageoise. Ils tentent d'obtenir, par la mobilité spatiale, l'ascension sociale qui leur est refusée sur place.

Ici encore, et malgré la présence de solidarités et d'organisations parmi les plus fortes que l'on puisse trouver en Amazonie, se profile l'ombre du fractionnement du monde paysan.

Conclusion

Qu'y a-t-il de commun entre les quatre exemples qui viennent d'être évoqués ? *A priori* peu de choses. Il n'est même pas question de chercher dans le temps une similarité que l'étude synchronique ne permet pas de dégager : ces configurations régionales de la frontière ne représentent pas des moments différents d'une évolution linéaire. L'observation simultanée de différentes phases juxtaposées dans l'espace, c'est-à-dire le schéma linéaire qui rend possible un certain degré de prospective, ne peut concerner que des configurations semblables ou très voisines

(1) Elles permettraient également une meilleure redistribution des revenus car elles seraient sans doute accompagnées par l'augmentation du nombre des *agregados*.

(ex. : les projets publics du Rondônia, de la Transamazonienne et, dans une certaine mesure, du Roraima). Encore ne doit-on pas s'attendre à trouver une copie conforme, les différences sont importantes, mais il semble bien qu'un schéma général puisse être dégagé. Il ne s'agit pas de renoncer aux lois générales au nom des particularismes, mais de mettre en lumière l'originalité de chaque élaboration régionale dans son compromis entre les facteurs généraux et locaux (géographiques, culturels, techniques). Autrement dit, il s'agit d'appréhender ces situations régionales comme des configurations historiques qui manifestent un certain degré d'autonomie et de créativité dans leur traitement des données du réel concret.

Constatons tout d'abord que l'expansion de la frontière agricole est obligatoirement et fonctionnellement liée à la modernisation d'une minorité de paysans. Cela est cependant l'effet d'un choix. Entre 1965 et 1995, le Brésil doit pouvoir multiplier sa production d'aliments par 2,2 pour simplement maintenir le *statu quo* (ceci sans compter la croissance des cultures d'exportation). Pour réaliser ce bond en avant, l'État a choisi de ne pas toucher à la structure foncière et de miser sur les couches paysannes susceptibles d'accompagner le mouvement de modernisation. Le résultat est l'exclusion d'un très grand nombre de paysans qui perdent leur terre ou leur travail. Étant donné que le phénomène est aggravé par une forte croissance démographique et une faible capacité d'absorption industrielle, l'octroi de terres sur la frontière représente une solution coûteuse mais difficilement remplaçable. Dans un premier temps il s'agit d'ailleurs plus d'un investissement social que productif, une sorte de salaire de survie. L'État n'a d'ailleurs pas les moyens de financer à la fois la modernisation du Sud et l'installation des colons dans de bonnes conditions. Cela se traduit par la faible représentativité des projets officiels et un immense « laissez-faire » dans lequel l'État n'intervient que comme régulateur de l'appropriation foncière.

La réalisation des infrastructures, la mise en valeur du sol et la demande permanente de terres entraînent la valorisation différentielle du foncier, véritable moteur de la « frontière en mouvement », selon l'heureuse expression de TURNER. Cette valorisation amène la substitution des colons et souvent celle des systèmes de production. A partir du moment où le sol revêt une valeur marchande, il n'est plus accessible pour les plus démunis parmi les exclus du processus de modernisation. A mesure que la valeur de la terre augmente, des couches de paysans chaque fois plus aisées se voient interdire l'accès à la terre. La seule solution est alors de chercher toujours plus loin des espaces non structurés et non valorisés. La vie y est particulièrement difficile, mais c'est le prix à payer pour accéder à la propriété. Des niveaux différents de valorisation peuvent être observés sur de courtes distances, notamment en Rondônia. Mais dans ce cas l'évolution et la succession des différentes phases est en général extrêmement rapide. Actuellement, le débouché « logique » de la frontière du Rondônia (quasiment saturée et en tout cas de plus en plus difficilement accessible pour le paysan sans terre) est le Roraima.

En principe la valorisation de la terre entraîne une modification des systèmes de production, mais selon des voies très différenciées. Dans le Mato Grosso du Sud, il y a eu éviction des petits producteurs par une intensification basée sur un produit et l'application d'un capital relativement important. Il s'agit d'une substitution du travail par le capital suivant un schéma semblable à celui du sud du pays. Dans les zones où le café a été remplacé par des pâturages, on ne peut pas dire que le nouveau système produise une plus grande valeur par hectare et par an. Par contre il combine plusieurs avantages : terre moins valorisée, exploitation du bois, rente en produit payée par le fermier (qui en outre plante gratuitement le pâturage), très grande productivité du travail qui compense la faible productivité de l'espace. Enfin le café connaissait des rendements bas et irréguliers qui ne lui permettaient pas de concurrencer le nouveau système. A une échelle plus réduite, on assiste à l'extension des pâturages sur les sols fatigués et inaptes à la culture du soja. Le prix relativement bas de la terre et la productivité du travail rendent son extension possible (1). Il s'agit également d'une forme de substitution du travail par le capital dans laquelle ce dernier est immobilisé dans la terre et le bétail.

Par contre les cultures pérennes, sur lesquelles le Rondônia, la Transamazonienne (du moins certaines parties) et quelques projets privés semblent avoir misé, n'entraînent pas la substitution du travail. Certes il peut y avoir, il y a déjà, une voie capitalistique de la plantation, avec utilisation de main-d'œuvre salariée, et ceci même en Rondônia : les propriétaires sont contraints de recruter de la main-d'œuvre dans le Nordeste afin d'éviter le recours à la main-d'œuvre locale, rare et chère, et qui, étant donné l'intensité des luttes pour la terre, pourrait ensuite refuser de quitter la *fazenda*. Cependant, l'instauration de la plantation capitaliste dépend de la structure de la propriété, or, dans le Rondônia, l'intervention de l'État a privilégié le petit producteur, et celui-ci s'appuie de préférence

(1) Dans tous les cas il ne faut jamais oublier le rôle des stratégies foncières familiales, patrimoniales et/ou spéculatives.

sur les *agregados* et *meeiros*. Cette forme d'utilisation de la main-d'œuvre permet une intéressante redistribution des revenus, ne voit-on pas des *meeiros* cultivant le café dans l'Espirito Santo acheter de la terre et des voitures neuves? (profitant, il est vrai, d'une croissance exceptionnelle du prix du café cette dernière année). C'est assurément la voie qui paraît la plus satisfaisante pour l'Amazonie, à la fois socialement, écologiquement et économiquement. C'est également la plus accessible pour les agriculteurs sans capital et la plus prometteuse du point de vue de la promotion sociale.

On ne peut cependant éviter une certaine inquiétude devant les centaines de milliers d'hectares de cacao qui sont plantés annuellement de l'Asie à l'Amérique latine en passant par l'Afrique. Un effondrement des cours mondiaux entraînerait l'échec et le départ de nombreux colons, comme ce fut le cas lors de la baisse des cours du poivre. Mais cette étroite dépendance vis-à-vis des cours mondiaux rend ce type d'agriculture aléatoire. Une grande diversification des produits et un système de stabilisation national des prix efficace seraient indispensables.

Les projets privés éliminent d'emblée les paysans les plus démunis mais tendent à en produire d'autres par l'immobilisation de la totalité de leur maigre capital dans l'achat de la terre (du moins pour les plus modestes). Cela explique que ces projets soient souvent partagés entre une stratégie basée sur le travail (plantation) et une stratégie basée sur le capital (mécanisation ou élevage). On doit cependant constater que la voie « moderne » marque le pas en Amazonie. Cela montre que ce qui pourrait être le stade ultime de la frontière, selon les schémas linéaires, c'est-à-dire la sélection des paysans les plus performants et la mise en place d'une agriculture capitalisée utilisant de grandes quantités d'intrants, n'est pas rentable dans les conditions actuelles de la frontière. De plus, étant donné que les cultures pérennes jouissent en Amazonie d'une sorte de rente de situation, il n'est pas dit que la culture mécanisée soit appelée à y jouer autre chose qu'un rôle marginal. La baisse des prix du soja n'a pas permis de tester sa capacité à se substituer aux autres cultures en Amazonie. Gageons cependant qu'il se serait répandu aux dépens des surfaces en pâturage mais que les plantations auraient résisté; non seulement pour des raisons techniques et culturelles mais surtout à cause du prix déjà très élevé atteint par les surfaces plantées. Néanmoins, cette « capacité de résistance » de l'économie de plantation pionnière est loin d'être une situation acquise, comme le prouve l'histoire des anciens fronts du café de São Paulo et du Paraná. La baisse des prix et celle des rendements (soit comme conséquence de la baisse des prix soit par appauvrissement des sols et vieillissement des plants) a souvent conduit à la substitution des plantations par des pâturages. En Amazonie, l'aspect cyclique de la fluctuation des prix a entraîné, dans un passé récent, l'arrachage de nombreux pieds de poivriers, la stagnation et le quasi-abandon d'importantes surfaces cacaoyères et même caféières. Au contraire, le rétablissement spectaculaire des prix du poivre il y a deux ans et l'augmentation de 280 %, en termes réels, du prix du café payé au producteur durant la campagne 1985/1986, conduisent, à l'heure actuelle, à une reprise rapide de l'extension des surfaces plantées. Mais pour combien de temps? Les prix avantageux se maintiendront-ils jusqu'à la première récolte? Le développement de systèmes agro-forestiers plurispécifiques à cycles emboîtés apporterait une garantie de revenus plus réguliers, mais leur implantation se heurte à de nombreux problèmes.

Dès que la frontière s'étend sur un espace donné, elle entame un processus de structuration qui va culminer dans la consolidation de rapports inégalitaires, sanctionnés par l'accès à la terre (et la possibilité de s'y maintenir) et reproduits par des rythmes d'accumulation différenciés. On constate ainsi que plus l'origine des migrants est élevée, plus ils accumulent rapidement. Pourtant, à chaque étape, un certain nombre parmi les plus démunis parvient à concrétiser un authentique processus de promotion sociale (parfois en vendant leur lot et en recommençant ailleurs). La frontière offre par conséquent de réelles opportunités tant que le processus de consolidation n'est pas trop avancé. C'est là le moment, l'espace et l'unique chance des paysans sans terre et sans capital. Leur élimination n'est pas inévitable, pas plus que leur maintien, il y a des espaces de liberté, des hommes en lutte.

L'exemple des petits *posseiros* du nord du Goiás montre l'importance pour le paysan de pouvoir obtenir la garantie de la propriété foncière. C'est cela qui permet l'accumulation, sur place ou par vente, dans les projets de colonisation. Mais la lutte pour la terre est une chose, produire en est une autre. Pour ces *posseiros* comme pour tous les paysans les plus modestes de la frontière, la diffusion rapide de semences de cultures pérennes et une bonne assistance technique semblent indispensables si l'on veut diminuer réellement le nombre des échecs.

Le changement de gouvernement et la promesse d'une réforme agraire ont eu pour effet de mobiliser le monde paysan. Cela se manifeste par une recrudescence des luttes pour la terre, le refus d'émigrer, un niveau de conscientisation et d'organisation supérieur ainsi que, fait nouveau, une forte demande concernant la mise en condition de produire. Les données sont par conséquent en train de changer, mais il est trop tôt pour en analyser les effets au niveau de la frontière. Celle-ci est en effet le lieu d'une intense différenciation du paysannat et privilégie encore les stratégies individualistes et opportunistes.

BIBLIOGRAPHIE

BAUMFELD (C. M.), 1983. — Mutations agraires et mobilité de la force de travail. Le cas brésilien. *In* : L'avenir du Sous-développement. Critiques de l'économie politique n° 25 : 41-61.

BECKER (B. K.), 1982. — Geopolítica da Amazônia, Zahar, Rio de Janeiro, 233 p.

BECKER (B. K.), 1985. — Expansão do povoamento e mudança social. O caso de Rondônia. Conferências. 6° Encontro Nacional de Geografia Agrária, Massangana, Fundação Joaquim Nabuco, Recife : 91-129.

DOS SANTOS (I. V. T.), 1985. — A gestação da recusa : « o colono retornado » dos projetos de colonização da Amazônia. *In* : Revoluções camponesas na América Latina, I. V. T. dos Santos ed. Icone, São Paulo, 286 p.

EGLIN (J.) et THERY (H.), 1982. — Le pillage de l'Amazonie, Maspero, Paris.

EDER (J. F.), 1982. — Who Shall Succeed ? Agricultural development and social inequality on a Philippine frontier. Cambridge Un. Press, N.Y. 264 p.

FOWERAKER (J.), 1982. — A luta pela Terra. Zahar, Rio de Janeiro, 315 p.

FEARNSIDE (P. M.), 1984. — A floresta vai acabar. *Ciência Hoje*, vol. 2 : 45-52.

GOUROU (P.), 1982. — Terres de bonne espérance. Le Monde Tropical, Plon, Paris, 456 p.

HOMEM DE MELO (F.). 1982. — A produção de biomassa e o crescimento da área cultivada no Brasil. Anais do Seminário « Expansão da Fronteira Agropecuária e meio ambiente na América Latina ». Brasília, Nov. 1981, UnB, CEPAL.

IANNI (O.), 1979. — O Trabalhador Rural em Busca de Terra. Encontros com a civilização brasileira n° 11 : 89-100.

LENA (P.), 1981. — Expansão da fronteira agrícola em Rondônia : evolução da estrutura agrária e o aproveitamento des lotes, 35 p. Anais do Seminário : « Expansão da fronteira agropecuária e meio ambiente na América Latina ». UnB ; CEPAL ; PNUMA ; ANPEC ; CNPq, Brasília.

LENA (P.), 1985 a. — Colonisation et modernisation agricole en Amazonie brésilienne. Séminaire : Économies rurales. CIRAD, Montpellier, 16-20 sept.

LENA (P.), 1985 b. — L'occupation humaine de l'Amazonie. Séminaire de l'ORSTOM : Le milieu amazonien. Paris, 16-19 oct.

MORAN (E. F.), 1980. — Mobility and ressource use in Amazonia. *In* : Land, people and planning in contemporary Amazonia, F. Barbira-Scazzochio ed., Cambrige Un. Press.

MORAN (E. F.), 1981. — Developing the Amazon. Bloomington, Indiana Univ. Press.

MORAN (E. F.) et FLEMING-MORAN (R.), 1978. — O surgimento de classes sociais numa comunidade planejada para ser igualitária. *Boletim do Museu P. E. Goeldi, Série antropologia*, n° 69, Belém (Pará) : 1-35.

PEBAYLE (R.) *et al.*, 1978. — Le bassin moyen du Paraná brésilien, l'homme et son milieu. Travaux et documents de Géographie Tropicale n° 35, CEGET, Bordeaux-Talence.

SKILLINGS (R. F.) et TCHEYAN (N. O.), 1979. — Economic development prospect of the Amazon region of Brasil. World, Bank.

THERY (H.), 1985. — Le Brésil. Masson, Paris, 231 p.

UNKEL (C.), 1956. — Os Apinayé. *Boletim do Museu Paraense Emilio Goeldi*, t. XII, Belém.

VELHO (O. G.), 1979. — Capitalismo autoritário e campesinato. Difel, São Paulo, 261 p.

VELHO (O. G.), 1985. — Seven equivocal theses about Amazonia. Environment and planning D : Society and Space, vol. 3 : 231-238.

WOOD (C. H.), 1983. — Peasant and capitalist production in the Brasilian Amazon : A conceptual framework for the study of Frontier expansion. *In* : The dilema of Amazonian development. E. F. Moran, ed. Westview Press, Boulder, Colorado.

WOOD (C. H.) et SCHMINK (M.), 1979. — Blaming the victim : Small farmer production in an Amazon colonization project. Studies in Third World Societies, 7 : 77-93.